



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 17 MAI 1947

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MAY 17th, 1947

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
17227 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
17227 — 1-52

Lettres patentes

Abattoir Régional du Richelieu, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes, en date du quinze avril 1947, constituant en corporation: Philippe Joyal, maître-boucher, de Sorel, Étienne Chapdelaine et Charles-Aimé Arpin, cultivateurs, tous deux de Saint-Ours, tous trois du district de Richelieu, pour les objets suivants:

Construire, posséder et exploiter un abattoir dans le district de Richelieu; faire le commerce d'animaux et de viandes de boucherie; fabriquer toutes sortes de charcuterie et en faire le commerce d'œufs et de toutes autres sortes de denrées alimentaires; construire, posséder et exploiter des entrepôts frigorifiques, sous le nom de "Abattoir Régional du Richelieu, Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sorel, district de Richelieu.

Letters Patent

Abattoir Régional du Richelieu, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R. S. Q., 1941, bearing date the fifteenth day of April, 1947, incorporating: Philippe Joyal, master butcher, of Sorel, Étienne Chapdelaine and Charles Aimé Arpin, farmers, both of Saint-Ours, all three of the district of Richelieu, for the following purposes:

To construct, own and operate an abattoir in the district of Richelieu; to deal in animals and butchers' meat; to manufacture everything sold by a pork butcher and deal in same; to deal in eggs and any other types of food products; to build, own and operate cold storage plants, under the name of "Abattoir Régional du Richelieu, Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sorel, district of Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
18978-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
18978 Deputy Attorney General.

Aqueduc Notre-Dame Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q., 1941, des lettres patentes, en date du huit avril 1947, constituant en corporation: Gilbert Proulx, ingénieur, Roméo Grenier, gérant, et Raymond Lemieux, courtier en assurances, tous de Chicoutimi, district de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Conclure, entreprendre, parfaire, exercer, exécuter, céder, transporter, accepter tous contrats ou sous-contrats quelconques pour l'excavation, le creusage, le terrassement, le remplissage, le pavage, le nivellement, la construction de chemins, ponts, chaussées, routes, rues, aqueducs, viaduc et tous autres travaux d'érection quelconques, sous le nom de "Aqueduc Notre Dame Ltée" avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
18979-o L. DÉSILETS.

Aqueduc Notre-Dame Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R. S. Q., 1941, bearing date the eighth day of April, 1947, incorporating: Gilbert Proulx, engineer, Roméo Grenier, manager, and Raymond Lemieux, insurance broker, all of Chicoutimi, district of Chicoutimi, for the following purposes:

To enter into, undertake, complete, carry out, execute, assign, convey and accept any contracts or sub-contracts whatsoever, for excavation, digging, grading, filling-in, paving, levelling, the building of roads, bridges, embankments, highways, streets, water-works, viaducts and any other construction works whatsoever, under the name of "Aqueduc Notre Dame Ltée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
18979 Deputy Attorney General.

**Chaussure Lagano Ltée
(Lagano Shoe Ltd.)**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit avril 1947, constituant en corporation: Jean-Paul Gagnon, industriel, Paul-Émile Normand, comptable, Frank Langevin, gérant, tous des cité et district de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme manufacturiers, courtiers, marchands de chaussures de toutes sortes, soit en cuir, caoutchouc, ou en tout autre matériel sans réserve, sous le nom de "Chaussure Lagano Ltée (Lagano Shoe Ltd.)", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
18980-o L. DÉSILETS.

**Chaussure Lagano Ltée
(Lagano Shoe Ltd.)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1947, incorporating: Jean-Paul Gagnon, manufacturer, Paul Emile Normand accountant, Frank Langevin, manager, all of the city and district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, brokers, dealers in footwear of every kind, whether in leather, rubber or any other material, without any exception, under the name of "Chaussure Lagano Ltée (Lagano Shoe Ltd.)", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
18980 Deputy Attorney General.

Coast to Coast Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze avril 1947, constituant en corporation: Alphonse Gagnon, marchand, de la cité de Montréal, Georges-Mathieu Leclère, gérant, de la cité d'Outremont, tous deux du district de Montréal, et Alphonse Auger, avocat, de Charlesbourg, district de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger, négocier et faire le commerce en gros ou au détail d'articles de toilette en général, parfums, lotions, gravures, peintures, four-

Coast to Coast Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1947, incorporating: Alphonse Gagnon, merchant, of the city of Montreal, Georges Mathieu Leclère, manager, of the city of Outremont, both of the district of Montreal, and Alphonse Auger, advocate, of Charlesbourg, district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell, import, export, exchange, trade and deal, wholesale or retail, in toilet articles in general, perfumes, lotions, engravings, paintings, furs, garments of every kind,

rures, vêtements de toutes sortes, aliments et produits alimentaires, articles de maison, quincaillerie, bibelots, objets d'art, accessoires électriques et produits chimiques, sous le nom de "Coast to Coast Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$400,000, divisé en 4,000 actions de \$100 chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$200,000, divisée en 2,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 381, rue Notre-Dame Ouest, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze avril, 1947.

L'Assistant-procureur général,
18981-o L. DÉSILETS.

foods and foodstuffs, household articles, knick-knacks, works of art, electrical supplies and chemical products, under the name of "Coast to Coast Inc."

The amount of the capital stock of the company will be \$400,000, divided into 4,000 shares of \$100 each.

The part of capital stock to be issued as preferred shares is \$200,000, divided into 2,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 381 Notre-Dame Street West, Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
18981 Deputy Attorney General.

Couches Easy-On Diapers, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q., 1941, des lettres patentes, en date du neuf avril 1947, constituant en corporation: Joseph Dusseault, marchand, de Low, Jacques Dufresne, manufacturier, et Oscar Poulin, marchand, tous deux de Hull, tous du district de Hull, pour les objets suivants:

Faire le commerce en gros et au détail de linge, lingerie, vêtements de toutes sortes, acheter, vendre et manufacturer, tant pour le gros que pour le détail, tous les objets nécessaires ou utiles à la confection de tous linge, lingerie et vêtements;

Faire le commerce en gros et au détail de teinturier, de tailleur, de repasseur, ainsi que ceux de nettoyage et de réparation pour toutes espèces de linge, lingerie et vêtements;

Exploiter commercialement la marque de commerce "Easy-On", sous le nom de "Couches Easy-on Diapers", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
18982-o L. DÉSILETS.

Couches Easy-On Diapers, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R. S. Q. 1941, bearing date the ninth day of April, 1947, incorporating: Joseph Dusseault, merchant, of Low, Jacques Dufresne, manufacturer, and Oscar Poulin, merchant, both of Hull, all of the district of Hull, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in clothes, lingerie, garments of every kind, buy, sell and manufacture, whether wholesale or retail, anything necessary or useful for the making of clothes, lingerie and garments;

To carry on business, wholesale and retail, as dyer, tailor, presser, and also carry on the cleaning and repairing of all kinds of clothing, lingerie and garments;

To operate for commercial purposes the trademark "Easy-On", under the name of "Couches Easy-On Diapers", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Hull, district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
18982 Deputy Attorney General.

Desjardins Express Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes, en date du neuf avril, 1947, constituant en corporation: Josaphat Desjardins, entrepreneur, Charles-Henri Desjardins et Jean-Paul Desjardins, camionneurs, tous de Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce en général, de véhicules de toutes sortes, de tous les accessoires des dits véhicules ainsi que de toutes les pièces de rechange;

Faire le commerce de garagiste et de tout ce qui se vend habituellement dans un garage;

Exercer le commerce de voituriers, sous le nom de "Desjardins Express Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt, à l'exception des employés et ex-employés de la compagnie;

Desjardins Express Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R. S. Q. 1941, bearing date the ninth day of April, 1947, incorporating: Josaphat Desjardins, contractor, Charles-Henri Desjardins and Jean-Paul Desjardins, truckmen, all of Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal generally in vehicles of every kind, all accessories of the said vehicles and all spare parts thereof;

To carry on business as garage keeper and deal in everything usually sold in a garage;

To carry on business as carriers, under the name of "Desjardins Express Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty with the exception of employees or former employees of the company.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Thérèse.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
18983-o L. DÉSILETS.

Ernest Côté Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q., 1941, des lettres patentes, en date du huit avril 1947, constituant en corporation: Ernest Côté, entrepreneur-général, Henri Côté, étudiant, Dame Ernest Côté, née Lauretta Dionne, épouse commune en biens dudit Ernest Côté et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Edmond Dionne, surintendant, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de la construction sous toutes ses formes, exercer tous et chacun des commerces d'entrepreneur pour la construction, l'érection, demolition, réparation, modification, maintien ou réparation de travaux publics ou privés de toute nature et genres quelconques, ainsi que le commerce de matériaux, sous le nom de "Ernest Côté Ltée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 148, rue Lafayette, Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
18984-o L. DÉSILETS.

Ferronnerie King Ouest West Hardware Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q., 1941, des lettres patentes, en date du neuf avril 1947, constituant en corporation Aurélien Noël, J.-Émile Maheu, comptables, et Laurent Drouin, avocat, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands, importateurs et exportateurs, commerçants en gros et détail de ferronnerie, quincaillerie, peinture, tapisserie, vaisselle, verre, outils, matériaux de construction, ameublement de maison et autres articles, effets et marchandises semblables et faire à ce sujet toutes sortes d'opérations commerciales, sous le nom de "Ferronnerie King Ouest West Hardware Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
18985-o L. DÉSILETS.

Gilbert & Frères Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q., 1941, des lettres patentes, en date du huit avril 1947, constituant en corporation:

The head office of the company will be at Sainte-Thérèse.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
18983 Deputy Attorney General.

Ernest Côté Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R. S. Q., 1941, bearing date the eighth day of April, 1947, incorporating: Ernest Côté, general contractor, Henri Côté, student, Dame Ernest Côté, née Lauretta Dionne, wife common as to property of said Ernest Côté and duly authorized by him for the purposes hereof, and Edmond Dionne, superintendent, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the building trade under all the forms thereof, to carry on all and any of the businesses of contractor for the construction, erection, demolishing, repairing, alteration, maintenance or repair of public or private works of every kind and sort, whatsoever, and also to deal in materials, under the name of "Ernest Côté Ltée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 148 Lafayette Street, Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April 1947.

L. DÉSILETS,
18984 Deputy Attorney General.

Ferronnerie King Ouest West Hardware Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R. S. Q., 1941, bearing date the ninth day of April, 1947, incorporating: Aurélien Noël, J. Émile Maheu, accountants, and Laurent Drouin, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as merchants, importers and exporters, of, wholesale and retail dealers in ironware, hardware, paint, wall-paper, crockery, glass, tools, building requisites, household furniture and other similar articles, goods and merchandise and carry on all sorts of commercial operations, under the name of "Ferronnerie King Ouest West Hardware Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
18985 Deputy Attorney General.

Gilbert & Frères Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R. S. Q., 1941, bearing date the eighth day of April, 1947, incorporating: Thomas Gilbert,

Thomas Gilbert, William Gilbert, électriciens, et Antoine Gagnon, commis, tous des cité et district de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce en gros et en détail de toutes sortes d'appareils et d'accessoires électriques;

Faire affaires en général comme électriciens, mécaniciens, commerçants, entrepreneurs ou manufacturiers d'engins, dynamos, générateurs, batteries, accumulateurs, échanges privés, et tous autres appareils ou accessoires d'électricité de toutes descriptions, sous le nom de "Gilbert & Frères Ltée", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1947.

L'Assistant-procureur général,

18986—o

L. DÉSILETS.

William Gilbert, electricians, and Antoine Gagnon, clerk, all of the city and district of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in all kinds of electric apparatus and supplies;

To carry on business in general as electricians, mechanics, dealers in, contractors for or manufacturers of motors, dynamos, generators, batteries, storage batteries, private exchange and any other electric apparatus or accessory of any description, under the name of "Gilbert & Frères Ltée", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

J. A. Gosselin, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze avril 1947, constituant en corporation: J.-Albert Gosselin, négociant en gros, Jean-Paul Gosselin, commis-marchand, et Louis-Philippe Duquet, gérant, tous de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, district de Québec, pour les objets suivants:

Posséder et opérer un ou plusieurs commerces en gros, de produits pharmaceutiques et leurs dérivés, d'articles de toilette et de bimbeloterie et de bouteilles vides, sous le nom de "J. A. Gosselin, Limitée", avec un capital de \$90,000, divisé en 900 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Romuald d'Etchemin, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le onze avril 1947.

L'Assistant-procureur général,

18987—o

L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1947, incorporating: J. Albert Gosselin, wholesale merchant, Jean Paul Gosselin, merchant-clerk, and Louis-Philippe Duquet, manager, all of the parish of Saint-Romuald d'Etchemin, district of Quebec, for the following purposes:

To own or operate one or more wholesale businesses of pharmaceutical products and the derivatives thereof, toilet articles and toys and empty bottles, under the name of "J. A. Gosselin, Limitée", with a capital stock of \$90,000, divided into 900 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Romuald d'Etchemin, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of April, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

La Compagnie Photo-Air Laurentides

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du neuf avril 1947, constituant en corporation: Omer Lussier, Henri Grenier et Wilfrid Grenier, ingénieurs forestiers, tous de Giffard, district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer et exploiter les opérations qui consistent à faire des plans et inventaires par photographie aérienne;

Manufacturer, acheter, vendre, importer et exporter, louer ou acquérir et céder de toute manière et réparer cameras, ou parties, et tout appareil employé dans la photographie aérienne; ainsi que aéroplane, avion, monoplan, hydravion et véhicules de toutes sortes et toutes les pièces utilisées dans leur construction, sous le nom de "La Compagnie Photo-Air Laurentides", avec un capital de \$5,000, divisé en 50 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2, Côte d'Abraham, Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1947.

L'Assistant-procureur général,

18988—o

L. DÉSILETS.

La Compagnie Photo-Air Laurentides

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of April, 1947, incorporating: Omer Lussier, Henri Grenier and Wilfrid Grenier, forestry engineers, all of Giffard, district of Quebec, for the following purposes:

To carry on and engage in the operations which consist of making plans and inventories by aerial photography;

To manufacture, buy, sell, import and export, lease or acquire and assign in any manner and repair cameras or parts of same, and any apparatus used in aerial photography; and also planes, aircraft, monoplanes, hydro-planes and vehicles of all kinds and all parts used in their construction, under the name of "La Compagnie Photo-Air Laurentides", with a capital stock of \$5,000, divided into 50 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2 Côte d'Abraham, Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

**La Ligue de Baseball Montréal Royal Junior
Montreal Royal Junior Baseball League**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Thibeault, marchand de fourrure, J.-Henri Lavigne, employé civique, et J.-E. Ubald Légré, comptable, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir, encourager et améliorer le jeu de baseball dans la jeunesse, sous le nom de "La Ligue de Baseball Montréal Royal Junior — Montreal Royal Junior Baseball League".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1947.

L'Assistant-procureur général,

18989-o

L. DÉSILETS.

**La Ligue de Baseball Montréal Royal Juniro
Montreal Royal Junior Baseball League**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Gérard Thibeault, fur merchant, J.-Henri Lavigne, civil servant, and J.-E. Ubald Légré, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To promote, encourage and improve the game of baseball amongst the youth, under the name of "La Ligue de Baseball Montréal Royal Junior — Montreal Royal Junior Baseball League."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1947.

L. DÉSILETS,

18989

Deputy Attorney General.

Langson Holdings Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes en date du huit avril 1947, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C. R., avocat, Isabel Brodeur et Judith Stelow, sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général d'immeubles et le commerce général d'agents et de courtier d'immeubles, entrepreneurs, constructeurs, géants, entrepreneurs et autres commerces semblables, sous le nom de "Langson Holdings Corporation", avec un capital de \$75,000 divisé en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1947.

L'Assistant-procureur général,

18990

L. DÉSILETS.

Langson Holdings Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q. R. S. 1941, bearing date the eighth day of April, 1947, incorporating: Philip Meyerovitch, K. C., advocate, Isabel Brodeur and Judith Stelow, stenographers, spinsters, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general, real estate business and the business generally of real estate agents and brokers, contractors, builders, managers, warehousemen and other similar business, under the name of "Langson Holdings Corporation", with a capital stock of \$75,000, divided into 500 preferred shares of the par value of \$100 each, and 250 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of April 1947.

L. DÉSILETS,

18990-o

Deputy Attorney General.

L'Atelier du Bon Cuir Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mars 1947, constituant en corporation: Camille-Arthur Lavoie, médecin-chirurgien, Ernest Girard, cultivateur, Jean-Baptiste Simard, gentilhomme, Stanislas Voisine, camionneur, et Jean-Marie Fortin, comptable, tous de Notre-Dame d'Hébertville, district de Roberval, pour les objets suivants:

Produire, fabriquer, fabriquer, acheter et vendre du cuir, du caoutchouc, de la laine et leur substituts, produits et sous-produits, sous le nom de "L'Atelier du Bon Cuir Ltée",

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

L'Atelier du Bon Cuir Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1947, incorporating: Camille-Arthur Lavoie, physician-surgeon, Ernest Girard, farmer, Jean-Baptiste Simard, gentleman, Stanislas Voisine, carter, and Jean-Marie Fortin, accountant, all of Notre-Dame d'Hébertville, district of Roberval, for the following purposes:

To produce, manufacture, make, work, buy and sell leather, rubber, wool and their substitutes, products and by-products, under the name of "L'Atelier du Bon Cuir Ltée",

The amount of capital stock of the company will be \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Notre-Dame d'Hébertville, district de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
18991-o L. DÉSILETS.

Le Centre de Loisirs Limoilou, Limitée

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois avril 1947, constituant en corporation: Louis Dussault, procureur, Claire Laflamme et Pauline Boily, secrétaires, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Posséder, louer, arrenter et exploiter des théâtres, théâtres de vues animées, vaudeville et autres genres de maisons de divertissements et, en général, exercer tout genre de commerce ayant pour objets le divertissement ou l'amusement du public, sous le nom de "Le Centre de Loisirs Limoilou, Limitée", avec un capital de \$150,000 divisé en 1500 actions de \$100 chacune.

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$15,000.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
18992 L. DÉSILETS.

Le Domaine des Lacs Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf avril 1947, constituant en corporation: Laurent Desroches, avocat, Jacqueline Laliberté et Béatrice Corriveau, sténographes, filles majeures et usant de leurs droits, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce qui consiste à bâtir posséder, maintenir ou exploiter des hôtels, restaurants, tavernes, salles de rafraichissements, cafés, sous le nom de "Le Domaine des Lacs Limitée", avec un capital de \$150,000, divisé en 50,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, et 4,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au N° 5207, rue Waverly, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
18993-o L. DÉSILETS.

Les Anciens du Plateau

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes, en date du huit avril 1947, constituant en corporation sanscapital-actions: Son Honneur Camilien Houde, maire de Montréal, Monseigneur Olivier Maureault, Recteur de l'Université

The part of capital stock to be issued as preferred shares will be \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Notre-Dame d'Hébertville, district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
18991 Deputy Attorney General.

Le Centre de Loisirs Limoilou, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1947, incorporating: Louis Dussault, barrister, Claire Laflamme and Pauline Boily, secretaries, all of the City and District of Quebec, for the following purposes:

To own, lease, hire and operate theatres, moving picture theatres, vaudeville and other forms of amusement houses and generally to carry on any manner of business having for its objects the entertainment or amusement of the public, under the name of "Le Centre de Loisirs Limoilou, Limitée", with a total capital stock of \$150,000, divided into 1500 shares of \$100, each.

The amount with which the company will commence its operations will be \$15,000.

The head office of the Company will be at Québec, District of Québec.

Dated at the office of the Attorney General this third day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
18992-o Deputy Attorney General.

Le Domaine des Lacs Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1947, incorporating: Laurent Desroches, advocate, Jacqueline Laliberté and Béatrice Corriveau, stenographers, spinsters, and in use of their rights, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on, in all the specialties thereof, the business which consists in the building, possession, maintenance or operating of hotels, restaurants, taverns, refreshment rooms, cafés, under the name of "Le Domaine des Lacs Limitée", with a capital stock of \$150,000, divided into 50,000 common shares of a nominal value of \$1 each, and 4,000 preferred shares of a par value of \$25 each.

The head office of the company will be at No. 5207, Waverly Street, Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
18993 Deputy Attorney General.

Les Anciens du Plateau

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R. S. Q., 1941, bearing date the eighth day of April, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: His Honour Camilien Houde, mayor of Montreal, Monsignor Olivier Maureault, Rector of the Montreal University

de Montréal, Alfred-F. Larose, président de la Commission des Écoles de Montréal, Le colonel J.-T. Ostell, administrateur, A. Stewart McNichols, courtier en assurance, J.-A. Trudeau, agent manufacturier, Alonzo Savard, courtier en assurance, et Roméo Delcourt, trésorier de la Commission des Écoles de Montréal, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper en une corporation les anciens élèves de l'École Supérieure Le Plateau, connue autrefois sous les noms "École de la rue Côté", et "Académie Commerciale Catholique";

D'établir entre eux des relations sociales plus agréables par la multiplication des occasions de rencontres, et par le développement du sens de la fraternité et de la solidarité, sous le nom de "Les Anciens du Plateau".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera au numéro 3700, Avenue Calixa-Lavallée, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1947.

L'Assistant-procureur général.

18994-o

L. DÉSILETS.

Alfred F. Larose, president of the Montreal School Commission, Colonel J. T. Ostell, director, A. Stewart McNichols, insurance broker, J. A. Trudeau, manufacturer's agent, Alonzo Savard, insurance broker, and Roméo Delcourt, treasurer of the Montreal Commission, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To unite into a corporation the former pupils of "L'École Supérieure Le Plateau", heretofore known as "École de la rue Côté", and "Académie Commerciale Catholique";

To establish amongst them the most agreeable social relations, by increasing the occasions for meeting and by the development of a sense of fraternity and mutual interest, under the name of "Les Anciens du Plateau".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at No. 3700 Calixa-Lavallée Avenue, Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1947.

L. DÉSILETS,

18994

Deputy Attorney General.

Les Importations Léo Limitée Leo's Importing Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit avril 1947, constituant en corporation: Louis-Roméo Héroux, comptable, Claude Martel, agent, tous deux de la cité de Montréal, et Gilles Martel, courtier en immeubles, de Pointes-aux-Trembles, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer en gros et en détail l'industrie, le commerce et le négoce de manufacturier, fabricant, marchand, acheteur, vendeur, importateur exportateur ou d'entreposeur des produits suivants:

- Les breuvages;
- Les vêtements pour hommes, femmes et enfants;
- Les spécialités pharmaceutiques;
- Les produits alimentaires;
- Les articles de ferronnerie et de quincaillerie;
- Les produits chimiques;

Et plus particulièrement: le tabac, cigares, cigarettes et articles pour fumeurs; articles de toilette; les objets religieux; objets de nouveautés; menus articles en bois, en métal, en cuir et en plastique; appareils photographiques et articles de photographie y compris les pellicules, sous le nom de "Les Importations Léo Limitée—Leo's Importing Limited".

Le capital-actions de la compagnie consistera en 7500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 200 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1947.

L'Assistant-procureur général,

18995-o

L. DÉSILETS.

Les Importations Léo Limitée Leo's Importing Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1947, incorporating: Louis-Roméo Héroux, accountant, Claude Martel, agent, both of the city of Montreal, and Gilles Martel, real estate broker, of Pointes-aux-Trembles, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on, wholesale and retail, the industry, business and trade of manufacturer, maker, merchant, buyer, vendor, importer, exporter or warehouseman of the following products:

- Beverages;
- Wearing apparel for men, women and children;
- Pharmaceutical specialties;
- Food products;
- Hardware and ironware articles;
- Chemical products;

And in particular: tobacco, cigars, cigarettes and smokers' supplies; toilet requisites; religious objects; novelties; smallware in wood, metal, leather and plastic; photographic supplies and articles for photography including films, under the name of "Les Importations Léo Limitée—Leo's Importing Limited".

The capital stock of the company will consist of 7500 preferred shares of a par value of \$10 each and 200 common shares having no nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1947.

L. DÉSILETS,

18995

Deputy Attorney General.

Le Terrassement Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Le Terrassement Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1947, constituant en corporation: Frédéric-Guillaume Turgeon, industriel, Rober Lemelin, gérant, et Armand Lemelin, comptable, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs généraux pour l'exécution de travaux publics et privés de toute nature;

Faire le commerce de matériaux de construction, véhicules et machineries de toutes sortes;

Agir comme voituriers, publics et privés, comme garagistes et machinistes, sous le nom de "Le Terrassement Inc.", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à 76, rue Saint-Pierre, Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1947.

L'Assistant-procureur-général,
18996-o L. DÉSILETS.

L'Institut Culturel The Cultural Institute

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze avril 1947, constituant en corporation sans capital-actions: J. Oscar Séguin, directeur, Léo-Paul Trottier, optométriste, Achille Rémillard, surintendant général du Bien-Etre Social, Raoul Valade, propriétaire de station de gazoline, Jean Raffin, libraire, Adrien Courville, manufacturier en fourrures, Jacques Parizeault, gérant, tous de la cité de Montréal, Arthur Larente, administrateur, de la cité de Westmount, et Henri Maheu, président et directeur général, de Ville Mont-Royal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Organisateur un institut dans le but de parfaire, par l'enseignement oral ou écrit, par des conférences, des publications et selon les méthodes modernes et positives, la culture humaine en général, le développement de la personnalité, ainsi que l'enseignement de l'art oratoire, sous le nom de "L'Institut Culturel—The Cultural Institute".

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux de l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

Le montant annuel auquel sont limités les revenus des biens immobiliers de la corporation est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1947.

L'Assistant-procureur-général,
18997-o L. DÉSILETS.

Maison Sophie Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes en date du deux avril 1947, constituant en corporation: Louis Zoberman, marchand,

Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-second day of April, 1947, incorporating: Frédéric Guillaume Turgeon, manufacturer, Roger Lemelin, manager, and Armand Lemelin, accountant, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To act as general contractors for the carrying out of public and private works of every kind;

To deal in building requisites, vehicles and machinery of every kind;

To act as public and private carriers, garage-keepers and machinists, under the name of "Le Terrassement Inc.", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty.

The head office of the company will be at 76 St. Peter Street, Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Institut Culturel The Cultural Institute

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: J. Oscar Séguin, director, Léo Paul Trottier, optometrist, Achille Rémillard, general superintendent of Social Welfare, Raoul Valade, Service station owner, Jean Raffin, stationer, Adrien Courville, fur manufacturer, Jacques Parizeault, manager, all of the city of Montreal, Arthur Larente, director, of the city of Westmount, and Henri Maheu, president and general director, of the Town of Mount Royal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To organize and institute for the purpose of perfecting, by oral or written teaching, by lectures, publications and according to modern and positive methods, human culture in general, the development of personality, as well as the teaching of the art of oratory, under the name of "L'Institut Culturel—The Cultural Institute".

The powers conferred do not permit gambling, games of chance of games or chance and skill combined.

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Maison Sophie Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q. R. S., 1941, bearing date the second day of April, 1947, incorporating: Louis Zoberman, merchant, Mrs. Sophie Schmerer Zoberman,

Mme Sophie Schmerer Zoberman, ménagère, épouse séparée de biens de Louis Zoberman et Sam Schmerer, inspecteur, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de négociants, marchands et détaillants de vêtements d'aucune sorte et description pour dames, hommes et enfants; faire le commerce de marchandises sèches, soieries, satins, fournitures de tailleurs, tissus textiles de toutes sortes et de marchandises en étoffe et en coton de toute description, sous le nom de "Maison Sophie Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3239 est, rue Ste-Catherine, cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1947.

L'Assistant-procureur général,

18998

L. DÉSILETS.

housewife, wife separate as to property of Louis Zoberman, and Sam Schmerer, inspector, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of jobbers, dealers and retailers in ladies', men's and children's clothing of any kind and description; to deal in dry goods, silks, satins, tailor's trimmings, textile fabrics of all kinds and cloth and cotton goods of every description, under the name of "Maison Sophie Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 3239 St. Catherine Street East, City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1947.

L. DÉSILETS,

18998-o

Deputy Attorney General.

Marquette Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes, en date du seize avril 1947, constituant en corporation: Roger Lacoste, C. R., avocat, d'Outremont, Marc Lacoste, avocat, de Montréal, et Jacques Viau, avocat de Lachine, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer généralement les opérations d'une compagnie de construction et agir comme entrepreneurs généraux pour la construction et l'exécution de travaux privés et publics, édifices et entreprises de toutes sortes et description, y compris la construction et la réparation des chemins, sous le nom de "Marquette Construction Ltd.", avec un capital de \$60,000, divisé en 600 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachine, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize avril 1947.

L'Assistant-procureur général,

18999-o

L. DÉSILETS.

Marquette Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R. S. Q., 1941, bearing date the sixteenth day of April, 1947, incorporating: Roger Lacoste, K. C., advocate, of Outremont, Marc Lacoste, advocate, of Montreal, and Jacques Viau, advocate of Lachine, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in general the business of a construction company and act as general contractors for the construction and execution of public and private works, buildings and undertakings of all kinds and descriptions, including the building and repairing of roads, under the name of "Marquette Construction Ltd.", with a capital stock of \$60,000, divided into 600 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lachine, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1947.

L. DÉSILETS,

18999

Deputy Attorney General.

Mines Building Company Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuf mars 1947, constituant en corporation: Kenneth Albert Wilson, John McGlinchey Home, avocats et conseils en loi du Roi, William Edwin Learned, banquier démissionnaire, Eveline Gaillardetz et Helen Hague, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de propriétés immobilières et d'immeubles de toute description; les vendre, transférer, aliéner ou louer ou aucune partie d'eux et exercer le commerce d'une compagnie de construction et d'entreprise en général, sous le nom de "Mines Building Company Limited" avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Mines Building Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the twenty-ninth day of March, 1947, incorporating: Kenneth Albert Wilson, John McGlinchey Home, advocates and King's Counsel, William Edwin Learned, retired banker, Eveline Gaillardetz and Helen Hague, secretaries, spinsters, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To deal in immoveable property and real estate of every description; to sell, transfer, alienate or lease the same or any part thereof and to carry on the business of a general construction and contracting company, under the name of "Mines Building Company Limited", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mars 1947.

L'Assistant-procureur général.

19000

L. DESILETS.

Nap. Thomas, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf avril 1947, constituant en corporation: Napoléon Thomas, Alcide Thomas, marchands, et Rolande Roy, épouse séparée de biens d'Alcide Thomas, et dûment autorisée par lui, tous de Mont-Laurier, comté de Labelle, pour les objets suivants:

Acheter, acquérir et assumer à toutes fins "as a going concern", en tout ou en partie, les affaires et entreprises jusqu'ici faites ou conduites en la ville de Mont-Laurier et ailleurs par monsieur Napoléon Thomas;

Sujet aux lois en vigueur dans cette province, exécuter en général le commerce, l'industrie ou le métier de plombiers, poseurs d'appareils à vapeur, d'experts pour l'installation d'appareils de chauffage sanitaire, mécaniciens et électriciens;

Faire affaires dans le commerce et l'industrie de matériaux de construction et d'accessoires domestiques, sous le nom de "Nap. Thomas, Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à dix;

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Laurier, comté de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf avril 1947.

L'Assistant-procureur général.

19001-o

L. DESILETS.

Northern Amusement & Supply Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1947, constituant en corporation: Lucien Riverin, commerçant, Antoine Ouellet, électricien, et Dame Jeanne d'Arc Boily Riverin, épouse séparée de biens de Lucien Riverin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce en général, qui consiste à fournir des divertissements au public; il est strictement entendu que les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux d'argent et les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté;

Construire, bâtir, acheter, louer ou autrement acquérir et posséder, installer, exploiter et entretenir des hôtels, restaurants, cafés, salles de rafraîchissements, sous le nom de "Northern Amusement & Supply Co. Ltd.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1947.

L'Assistant-procureur général.

19002-o

L. DESILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1947.

L. DESILETS,

19000-o

Deputy Attorney General.

Nap. Thomas, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1947, incorporating: Napoléon Thomas, Alcide Thomas, merchants, and Rolande Roy, wife separate as to property of Alcide Thomas and duly authorized by him all of Mont-Laurier, county of Labelle, for the following purposes:

To buy, acquire and undertake for all purposes as a going concern, in whole or in part, the business and undertakings up to now carried on or conducted in the town of Mont-Laurier and elsewhere by Mr. Napoléon Thomas;

Subject to the laws in force in this Province, to carry on in general the business, industry or trade of plumbers, steam-fitters, experts for installation of sanitary heating systems, mechanics and electricians;

To deal in and with building materials and household accessories, under the name of "Nap. Thomas, Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company is limited to ten;

The head office of the company will be at Mont-Laurier, county of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of April, 1947.

L. DESILETS,

19001

Deputy Attorney General.

Northern Amusement & Supply Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1947, incorporating: Lucien Riverin, tradesman, Antoine Ouellet, electrician, and Dame Jeanne d'Arc Boily Riverin, wife separate as to property of Lucien Riverin and duly authorized by him for the purposes hereof: all of the city and district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on generally the business which consists in providing amusement for the public; it is strictly understood that the powers conferred do not permit gambling, games of chance and games of chance and skill combined;

To construct, build, buy, lease or otherwise acquire and own, install, operate and maintain hotels, restaurants, cafés, refreshment rooms, under the name of "Northern Amusement & Supply Co. Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1947.

L. DESILETS,

19002

Deputy Attorney General.

Paramount Silks and Woollens Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes en date du trois avril 1947, constituant en corporation: Eli Michael Berger, Alan Bernard Gold et Murray Lapin, avocats, des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, négocier et faire le commerce, soit en gros, en détail ou comme marchands à forfait, de toutes sortes de soieries, lainages, habits, vêtements, tissus, marchandises sèches, cotonnades, étoffes, dentelles, marchandises en pièces, marchandises à la verge et coupons, soit brut ou fini, caoutchouc et marchandises imperméables, ornements, bibelots, broderie, accessoires vestimentaires, nouveautés textiles, accessoires de mode, menus objets, souvenirs et commodités, articles, marchandises et objets en général, sous le nom de "Paramount Silks and Woollens Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1947.

L'Assistant-procureur général,

19003

L. DESILETS.

Paramount Silks and Woollens Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q. R. S., 1941, bearing date the third day of April, 1947, incorporating: Eli Michael Berger, Alan Bernard Gold and Murray Lapin, advocates, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, trade-in and deal with either in wholesale, retail or as jobbers, in all kinds of silks, woollens, clothing, wearing apparel, fabric, dry goods, cottons, cloths, laces, piece goods, yard goods, and remnants, either raw or finished, India rubber and water proof goods, ornaments, notions, embroideries, clothing accessories, textile novelties, millinery supplies, small wares, souvenirs and commodities, articles, merchandise and ware generally, under the name of "Paramount Silks and Woollens Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1947.

L. DESILETS,

19003-o

Deputy Attorney General.

Paul Girard & Compagnie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du premier avril 1947, constituant en corporation: Paul Girard, gérant de services, Jean-Jacques Bédard, avocat, tous deux de Québec, et Paul Bouchard, vendeur, de Cap-Rouge, tous du district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer toutes ou aucune des industries de marchands de nouveautés, manufacturiers d'articles pour magasins de nouveautés, fourreurs, drapiers, merciers, bonnetiers; manufacturiers, agents-manufacturiers, exportateurs, importateurs, négociants en gros et en détail de tissus de tous genres, plumes, robes, fourrures, fabricants de bottes et souliers; manufacturiers, importateurs et négociants en gros et en détail d'articles en cuir, meubles de maison, quincaillerie, porcelaine, verrerie, poterie, fournitures, et ustensiles pour ménage, ornements, bric-à-brac, papeteries, menus articles et articles de fantaisie, sous le nom de "Paul Girard & Compagnie Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 11, rue Saint-Roch, Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1947.

L'Assistant-procureur général,

19004-o

L. DESILETS.

Paul Girard & Compagnie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the first day of April, 1947, incorporating: Paul Girard, service manager, Jean-Jacques Bédard, advocate, both of Québec, and Paul Bouchard, salesman, of Cap Ronte, all of the district of Québec, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of dealer in novelties, manufacturer of goods for novelty stores, furriers, drapers, haberdashers, hosiers, manufacturers, manufacturers' agents, exporters, importers, wholesale and retail dealers in fabrics of every kind, feathers, dresses, furs, boot and shoe manufacturers; manufacturers importers and wholesale and retail dealers in leather goods, household furniture, hardware, china, glassware, pottery, household supplies and utensils, ornaments, bric-à-brac, stationery, small wares and fancy goods, under the name of "Paul Girard & Compagnie Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 11 Saint-Roch Street, Québec, district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1947.

L. DESILETS,

19004

Deputy Attorney General.

**Plomberie St-Maurice Limitée
St-Maurice Plumbing Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276,

**Plomberie St-Maurice Limitée
St-Maurice Plumbing Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2,

S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du trente et un mars 1947, constituant en corporation: Frédéric Poliquin, comptable, Jean-Louis Jourdain et Gaston Jean, vendeurs, tous des cité et district des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer l'entreprise d'entrepreneurs en plomberie et le commerce de la plomberie en général, et exercer l'entreprise d'entrepreneurs électriciens, ainsi que toutes entreprises de construction en général et le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Plomberie St-Maurice Limitée — St-Maurice Plumbing Limited", avec un capital de \$53,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
19005-o L. DÉSILETS.

chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirty-first day of March, 1947, incorporating: Frédéric Poliquin, accountant, Jean-Louis Jourdain and Gaston Jean, salesmen, all of the city and district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing contractors and the plumbing trade in general, and to act as electrical contractors and engage in any other undertakings in general construction and deal in building requisites, under the name of "Plomberie St-Maurice Limitée — St-Maurice Plumbing Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
19005 Deputy Attorney General.

Produits Diana Inc.
(Diana Products Inc.)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mars 1947, constituant en corporation: Gérard Lemay, Joachim Grenier, avocats, Claire Rioux et Pierrette Plante, secrétaires, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce en gros et en détail de: biscuits, gâteaux, pâtisseries, pains, confiseries, gélées, bonbons, chocolats, aliments cuits et friandises de toutes sortes, de toute nature et description;

Construire, bâtir, acheter, louer, aménager, maintenir et exploiter des restaurants et salles de rafraîchissements, sous le nom de "Produits Diana Inc." (Diana Products Inc.), avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
19006-o L. DÉSILETS.

Produits Diana Inc.
(Diana Products Inc.)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1947, incorporating: Gérard Lemay, Joachim Grenier, advocates, Claire Rioux and Pierrette Plante secretaries, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal, wholesale and retail, in biscuits, cakes, pastry, bread, confectionery, jellies, candies, chocolates, cooked foods and delicacies of every kind and description;

To erect, build, buy, lease, equip, maintain and operate restaurants and refreshment rooms, under the name of "Produits Diana Inc." (Diana Products Inc.), with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
19006 Deputy Attorney General.

Roch Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze avril 1947, constituant en corporation: Roch Tremblay, électricien, Cynaris Tremblay, propriétaire de lutherie, François-Xavier Delisle, négociant, Désiré Tremblay, ouvrier, tous de la ville de Kenogami, district de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer et exploiter l'industrie d'entrepreneurs généraux pour la fabrication, la construction, la réparation et la modification de toutes sortes de travaux et entreprises résidentiels, commerciaux, industriels, d'institutions publiques et privées d'aucune description et sorte, en faire le commerce, sous le nom de "Roch Construction Ltd.", le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100, chacune; la partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$5,000, divisée en 50 actions de \$100 chacune.

Roch Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1947, incorporating: Roch Tremblay, electrician, Cynaris Tremblay, dairy owner François-Xavier Delisle, merchant, Désiré Tremblay, workman, all of the town of Kenogami, district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on and engage in the business of general contractors for the manufacturing, construction, repair and alteration of all sorts of works and undertakings, residential, commercial, industrial, public or private institutions of any description and kind, and deal therewith, under the name of "Roch Construction Ltd."; the amount of the capital stock of the company will be \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each; the part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$5,000, divided into 50 shares of \$100 each.

Le nombre d'actionnaires de la dite compagnie est limité à vingt;

Le siège social de la compagnie sera à Kénogami, district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le 11 avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
19007-o L. DÉSILETS.

Roméo Kourie Incorporée

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six mars 1947, constituant en corporation: Jean-Paul Cardinal, Mercel Lajeunesse, avocats, et Alcide Grenon, comptable, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un restaurant, salle de danse, café, taverne, hôtel, kiosque de rafraichissements, victualleurs licenciés, de marchands de vin, bière et tabac et pourvoyeurs de divertissements publics en général, sous le nom de "Roméo Kourie Incorporée", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1947.

L'Assistant-procureur général,
19008 L. DÉSILETS.

Skyline Clothes Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du deux avril 1947, constituant en corporation: Harry Blanshay, Joel Marcovitz, avocats et Gertrude Rinzler, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, et les deux premiers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, producteurs, marchands, en gros et en détail, importateurs et exportateurs d'habits et vêtements de toute nature et description pour hommes, dames et garçons et, en général, exercer le commerce de marchands de drap, confectionneurs et tailleurs, négociants de lainages et fournitures, en gros et en détail, dans toutes leurs spécialités respectives et tout commerce y connexe ou s'y rapportant, sous le nom de "Skyline Clothes Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,200 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
19009 L. DÉSILETS.

St. Adèle Ski Tow Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du premier avril 1947, constituant en

The number of shareholders of the said company is limited to twenty;

The head office of the company will be at Kénogami, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
19007 Deputy Attorney General.

Roméo Kourie Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1947, incorporating: Jean-Paul Cardinal, Marcel Lajeunesse, lawyers, and Alcide Grenon, accountant, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a restaurant, dance hall, café, tavern, hotel, refreshment booth, licensed victuallers, wine, beer, and tobacco merchants and caterers for public amusements generally, under the name of "Roméo Kourie Incorporée," with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1947.

L. DÉSILETS,
19008-o Deputy Attorney General.

Skyline Clothes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the second day of April, 1947, incorporating: Harry Blanshay, Joel Marcovitz, advocates, and Gertrude Rinzler, secretary, spinster of the full age of majority of the City of Outremont, and the two former of the City of Montreal, all in the District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, producers, merchants, wholesale and retail, importers and exporters of men's, ladies' and boys' clothing and wearing apparel of every nature and description and generally to carry on the business of clothiers, outfitters and tailors, woollens, and trimmings jobbers, wholesale and retail, in all their respective branches and any business allied therewith or incidental thereto, under the name of "Skyline Clothes Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, and 1,200 preferred shares of \$25 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
19009-o Deputy Attorney General.

St. Adèle Ski Tow Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the first day of April, 1947, incorporating: Robert De Wolfe Mackay, William

corporation: Robert DeWolfe Mackay, William Mitchell et Stuart Bowman Ralston, avocats, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger des commerces concernant les sports récréatifs du dehors à différents endroits; fabriquer, acheter et vendre des articles de sport et marchandises de toute nature; diriger des glissoires, sentiers et monte-pente pour le ski et la traîne sauvage; diriger des hôtels, camps, restaurants et magasins de rafraîchissements se rapportant à l'exercice desdits commerces;

Exercer le commerce d'agents d'immeubles, courtiers, voituriers et entreposeurs, sous le nom de "St. Adele Ski Tow Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au village de St. Adele, district de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
19010 L. DÉSILETS.

Steinberg Bros. Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du deux avril 1947, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi du Roi, de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands généraux et comme exportateurs, importateurs et manufacturiers de toutes sortes d'aliments et produits alimentaires, plastiques, textiles, sacs, jouets, chaussures et pantoufles et de toutes sortes et descriptions de produits de la forêt, de la carrière, de la mine et du moulin, de la terre, des mers, des lacs, des rivières et de l'air, animaux vivants et abattus et produits chimiques et de toutes choses manufacturées des produits susdits, sous le nom de "Steinberg Bros. Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
19011 L. DÉSILETS.

The Montreal Bible Camp and Conference Grounds Incorporated

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze avril 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Henry Maiben Candlish, médecin, de la cité d'Outremont, Charles Friend Coombs, comptable, de la cité de Montréal, tous deux du district de Montréal, Delbert Little, membre du camp et Corliss Haynes, ministre, tous deux de Faith Haven, Batesville, district de Terrebonne, pour les objets suivants:

Construire, aménager et exploiter des camps d'été et d'hiver pour des enfants indigents, ainsi que des terrains et accommodations pour des confé-

Mitchell and Stuart Bowman Ralston, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To conduct outdoor recreational sport businesses at various locations; to manufacture, buy and sell sporting goods and merchandise of every nature; to conduct ski and toboggan slides, trails and tows; to conduct hotels, camps, restaurants and refreshment stores, incidental to the conduct of said businesses;

To carry on the business of real estate agents, brokers, carriers and warehousemen, under the name of "St. Adele Ski Tow Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at the Village of St. Adele, district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
19010-o Deputy Attorney General.

Steinberg Bros. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the second day of April, 1947, incorporating: Michael Garber, advocate and K. G's Counsel, of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irene Rubin, secretary, fille majeure, both of Montreal, all in the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general merchants in and as exporters, importers and manufacturers of all kinds of food and food products, plastics, textiles, handbags, toys, shoes and slippers and of all kinds and descriptions of products of the forest, quarry, mine and mill, the land, seas, lakes, rivers and air, livestock and deadstock and chemicals, and all things manufactured from the products aforesaid, under the name of "Steinberg Bros. Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
19011-o Deputy Attorney General.

The Montreal Bible Camp and Conference Grounds Incorporated

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1947, incorporating without share capital: Henry Maiben Candlish, physician, of the City of Outremont, Charles Friend Coombs, accountant, of the City of Montreal, both of the District of Montréal, Delbert Little, camp associate, and Corliss Haynes, minister, both of Faith Haven, Batesville, District of Terrebonne, for the following purposes:

To construct, equip and operate Summer and Winter Camps for under-privileged children, as well as grounds and accommodation for religious

rences religieuses et éducatives pour jeunes gens et adultes, sous le nom de "The Montreal Bible Camp and Conference Grounds Incorporated".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze avril 1947.

L'Assistant-procureur général.

19012

L. DÉSILETS.

and educational conferences for young people and adults, under the name of "The Montreal Bible Camp and Conference Grounds Incorporated".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Victoria Fur Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit avril 1947, constituant en corporation: Naftali Nadel, Albert Pedvis, marchands, et Clarence R. Gross, avocat, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme exportateurs, importateurs, importateurs et expéditeurs et marchands de toutes sortes de fourrures et peaux d'animaux; traiter et préparer pour le marché aucune ou toutes de ces fourrures et peaux; manufacturer, exporter, importer, expédier et faire le commerce d'aucun ou tous articles de vêtement ou autrement qui sont susceptibles d'être faits soit en tout ou en partie de fourrures ou de peaux d'animaux, sous le nom de "Victoria Fur Inc.", avec un capital de \$5,000 divisé en 100 actions ordinaires et en 400 actions privilégiées, toutes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1947.

L'Assistant-procureur général.

19013

L. DÉSILETS.

Victoria Fur Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1947, incorporating: Naftali Nadel, Albert Pedvis, merchants, and Clarence R. Gross, advocate, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as exporter, importer and shipper of and dealer in all kinds of furs and animal skins; to treat and prepare for the market any or all of such furs and skins; to manufacture, export, ship and deal in any or all articles of clothing or otherwise which are capable of being made either in whole or in part from furs or animals skins, under the name of "Victoria Fur Inc." with a capital stock of \$5,000, divided into 100 common shares, and 400 preferred shares all of the par value of \$10. each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Village Barn Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix avril 1947, constituant en corporation: Paul Fournier, ouvrier, Omer Gaucher, fabricant, et Lucien Gagnon, avocat, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Construire, bâtir, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, aménager, maintenir, opérer, changer, vendre ou autrement en disposer des hôtels, restaurants, cafés et salles de rafraichissement, sous le nom de "Village Barn Limited", avec un capital de \$48,800, divisé en 498 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1280, ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix avril 1947.

L'Assistant-procureur général.

19014-0

L. DÉSILETS.

Village Barn Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1947, incorporating: Paul Fournier, workman, Omer Gaucher, manufacturer, and Lucien Gagnon, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To erect, build, buy, lease, or otherwise acquire, own, equip, maintain, operate, change, sell or otherwise dispose of hotels, restaurants, cafés, and refreshment rooms, under the name of "Village Barn Limited", with a capital stock of \$49,800, divided into 498 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Notre-Dame Street West, Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Avis divers

Miscellaneous Notices

PRÉSIDENT D'ÉLECTION

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, Christian names	Profession ou occupation Profession or Calling	Domicile Domicile
Châteauguay.....	Laberge, Emile (1)	Commerçant — Merchant	Village Châteauguay

(1) En remplacement de M. Arthur Laberge, démissionnaire — In place of Mr. Arthur Laberge, retired.

Le Président général des élections,
19014A-X-o FRANÇOIS DROUIN.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council to appoint, by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

19014A-X-o FRANÇOIS DROUIN,
Chief Returning-Officer.

PRÉSIDENT D'ÉLECTION

RETURNING-OFFICER

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

District électoral Electoral district	Nom, Prénoms Name, Christian Names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Maisonneuve.....	LeBouc, Alphonse (1)	Agent d'assurances — Insurance Agent	1445, rue Valois (Street) Montreal, Qué.

(1) En remplacement de M. Armand Bellemare, démissionnaire — In place of Mr. Armand Bellemare, retired.

Le Président général des élections,
19014B-X-o FRANÇOIS DROUIN.

19014B-X-o FRANÇOIS DROUIN,
Chief Returning-Officer.

DISCOURS DU TRÔNE

SPEECH FROM THE THRONE

PROROGATION

PROROGATION

*Honourables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,*

*Honourable Gentlemen of the Legislative Council,
Gentlemen of the Legislative Assembly,*

Aujourd'hui se termine une session particulièrement remarquable par la législation abondante et fructueuse adoptée par la Législature.

The Session which is closing today was particularly noteworthy for the considerable amount of beneficial legislation adopted by the Legislature.

Ces lois, qui s'inspirent d'une saine politique familiale, sociale et nationale, contribueront au progrès et à la prospérité durables de la province. En outre, elles témoignent de l'irrévocable volonté de mon gouvernement de collaborer à la grandeur du Canada en conservant intacts les droits, libertés et prérogatives de la province.

These laws which are inspired by a sane family, social and national policy, will contribute towards the progress and the lasting prosperity of the Province. In addition, they prove beyond question the irrevocable decision of my Government to do its part in promoting the greatness of Canada while fully maintaining the rights, liberties and prerogatives of the Province.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Gentlemen of the Legislative Assembly,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie d'avoir voté les subsides nécessaires à l'administration de la province.

On behalf of His Majesty, I thank you for having voted the moneys required for the administration of the Province.

*Honourables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,*

*Honourable Gentlemen of the Legislative Council,
Gentlemen of the Legislative Assembly,*

En prorogeant la présente session de la Législature, je prie le Bon Dieu de répandre sur notre chère province Ses plus abondantes bénédictions.
19015-o

In proroguing the present Session of the Legislature, I pray Divine Providence to bestow Its manifold blessings upon our dear Province.
19015-o

HOTEL SAUREL LIMITÉE

Règlement N° V

(Augmentant le nombre des directeurs/de trois à quatre)

DIRECTEURS

Le premier alinéa du paragraphe (a) du règlement N° V. des règlements généraux de la Compagnie est abrogé et remplacé par les suivants: "Les affaires de la Compagnie seront contrôlées et dirigées par un bureau de direction composé de quatre membres qui seront élus tous les ans. Deux membres de ce bureau de direction constitueront le quorum."

Montréal, le 21 mars 1947.

Vraie copie.

(Sceau)

Le Secrétaire,
MARCEL PICHÉ.

19016-o

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Sts-Anges, Beauce", en date du 9 mars 1947, dont le siège social est situé à Sts-Anges, comté de Beauce, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 11 mars 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

19017-o

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "L'Association Sportive de Price", en date du 23 mars 1947, dont le siège social est situé à Price, comté de Matane, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 29 avril 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

19018-o

STURDY ACCESSORIES LIMITED

Le règlement spécial "B" augmentant le nombre des directeurs de la compagnie ci-dessus de quatre à cinq.

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de cinq directeurs".

Je, le soussigné, secrétaire de la compagnie Sturdy Accessories Limited, certifie, par les présentes, que le précédent est une copie conforme d'un règlement décrété unanimement par le bureau de direction de ladite compagnie à une assemblée tenue le 11 avril 1947, à laquelle assemblée tous les directeurs étaient présents, et lequel règlement a été unanimement approuvé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie convoquée à cette fin et tenue à la même date, à laquelle assemblée tous les actionnaires étaient présents en personne ou représentés par procuration.

Sherbrooke, Québec, 21 avril 1947.

(Sceau)

Le Secrétaire,
A. A. SAVAGE.

19021

HOTEL SAUREL LIMITÉE

By-Law No. V

(Increasing number of Directors from three to four)

DIRECTORS

The first indented line of paragraph (a) of By-Law No. V of the general by-laws of the company is repealed and replaced by the following: "The business of the company shall be controlled and managed by a board of directors of four members elected every year. Two members of said board of Directors will constitute a quorum."

Montreal, March 21, 1947.

True copy.

(Seal)

MARCEL PICHÉ,
Secretary.

19016-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Sts-Anges, Beauce", under date the ninth day of March, 1947, whereof the head office is at Sts-Anges, county of Beauce, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of March, 1947.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

19017

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "L'Association Sportive de Price" under date the 23rd day of March, 1947, whereof the head office is at Price, county of Matane, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of April, 1947.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

19018

STURDY ACCESSORIES LIMITED

Special By-law "B" increasing the number of Directors of the above Company from four to five.

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of five Directors."

I, the undersigned, Secretary of Sturdy Accessories Limited, hereby certify that the foregoing is a true copy of a By-law unanimously enacted by the Board of Directors of the said Company at a meeting held on April 11th, 1947, at which all Directors were present, and which By-law was unanimously approved at a Special General Meeting of Shareholders of the said Company called for that purpose and held on the same date, at which all shareholders were present in person or represented by proxy.

Sherbrooke, Quebec, April 21st, 1947.

A. A. SAVAGE,
Secretary.

19021-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Navigation Saguenay Chicoutimi Montréal", en date du 8 avril 1947, dont le siège social est situé à Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, comté de Chicoutimi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 25 avril 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
19020-0 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Union Professionnelle des Ouvrières en Confections de Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 6 mai 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
19019-0 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a, le 11 mars 1947, autorisé "Le Syndicat de la Lunetterie de Nicolet" à changer son nom en celui de "Syndicat National de la Lunetterie de Nicolet", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 8 mai 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
19022-0 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique des Employés de Wilkins de Farnham", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 7 mai 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Farnham, comté de Missisquoi.

Le Sous-secrétaire de la Province,
19033-0 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat de Travail de St-Edmond", en date du 8 avril 1947, dont le siège social est situé à Saint-Edmond, comté d'Abitibi-Est, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 30 avril 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
19039-0 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Navigation Saguenay Chicoutimi Montréal" under date the 8th day of April, 1947, whereof the head office is at Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, county of Chicoutimi, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of April, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
19020 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Union Professionnelle des Ouvrières en Confections de Québec" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on May 6, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Québec, district of Québec.

JEAN BRUCHÉSI,
19019 Under Secretary of the Province.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary, on March 11, 1947, authorized "Le Syndicat de la Lunetterie de Nicolet", to change its name to that of "Syndicat National de la Lunetterie de Nicolet", and such, in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as amended by 10 George VI, chapter 20, section 3.

Given at the office of the Provincial Secretary, May 8, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
19022 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique des Employés de Wilkins de Farnham", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on May 7, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Farnham, county of Missisquoi.

JEAN BRUCHÉSI,
19033 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat de Travail de St-Edmond", under date the eighth day of April, 1947, whereof the head office is at Saint-Edmond, county of Abitibi-East, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of April, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
19039 Under Secretary of the Province.

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, 10 mai 1947.

Quebec, 10th of May, 1947

Aujourd'hui, à douze heures quarante-cinq minutes de l'après-midi, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

This day, at forty-five minutes past twelve o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit :

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- 8 Loi relative à la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- 9 Loi concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;
- 10 Loi modifiant la Loi électorale de Québec;
- 24 Loi relative à l'utilisation du bois coupé sur les terres de la couronne;
- 30 Loi concernant les relations provinciales-fédérales;
- 43 Loi pour collaborer au succès des caisses populaires;
- 44 Loi concernant les corporations et compagnies;
- 47 Loi concernant les fonctions de régisseurs de l'Office du crédit agricole du Québec;
- 48 Loi concernant le greffe des Cours de jeunes délinquants;
- 50 Loi autorisant la concession de certaines forces hydrauliques à *Bellettre Quebec Mines, Limited*;
- 51 Loi modifiant la Loi des compagnies de fidéicommis;
- 52 Loi modifiant la Loi des assurances de Québec concernant le bureau de l'inspecteur des sociétés de secours mutuels;
- 53 Loi modifiant la Loi des produits laitiers;
- 54 Loi concernant les ventes à tempérament;
- 55 Loi concernant le séminaire de Joliette;
- 56 Loi concernant l'Orphelinat Notre-Dame-de-la-Merci d'Huberdeau;
- 57 Loi autorisant l'établissement d'une école provinciale de médecine vétérinaire;
- 58 Loi concernant l'Hôpital Saint-Michel-Archange;
- 59 Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles;
- 60 Loi modifiant la Loi des valeurs mobilières;
- 61 Loi modifiant la Loi de la Régie provinciale de l'électricité;
- 62 Loi concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés;
- 63 Loi concernant la Commission des eaux courantes de Québec;
- 64 Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires;
- 65 Loi relative à la délinquance juvénile;
- 66 Loi concernant la Régie provinciale des transports et communications;
- 67 Loi concernant la paroisse de l'Annonciation, comté des Deux-Montagnes;
- 68 Loi concernant la colonie de vacances *Camp Kinkora, Incorporated*;
- 69 Loi modifiant le Code civil;
- 70 Loi concernant l'Université d'Ottawa;
- 71 Loi concernant l'Union économique d'Habitation et les Cités-Jardins du Québec;
- 72 Loi concernant la Corporation du collège de Saint-Laurent;

- 8 An Act respecting the Montreal Catholic School Commission;
- 9 An Act respecting the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Quebec;
- 10 An Act to amend the Quebec Election Act;
- 24 An Act respecting the utilization of timber cut on Crown lands;
- 30 An Act respecting Provincial-Federal relations;
- 43 An Act to contribute to the success of Credit Unions;
- 44 An Act respecting corporations and companies;
- 47 An Act respecting the duties of the members (*régisseurs*) of the Quebec Farm Credit Bureau;
- 48 An Act respecting the Office of the Juvenile Delinquents' Courts;
- 50 An Act to authorize the concession of certain waterpowers to *Bellettre Quebec Mines, Limited*;
- 51 An Act to amend the Trust Companies Act;
- 52 An Act to amend the Quebec Insurance Act respecting the Office of the Inspector of Mutual Benefit Associations;
- 53 An Act to amend the Dairy Products Act;
- 54 An Act respecting instalment sales;
- 55 An Act respecting *le Séminaire de Joliette*;
- 56 An Act respecting the *Orphelinat Notre-Dame-de-la-Merci d'Huberdeau*;
- 57 An Act authorizing the establishment of a Provincial School of Veterinary Medicine;
- 58 An Act respecting *l'Hôpital Saint-Michel-Archange*;
- 59 An Act to amend the Motor Vehicles Act;
- 60 An Act to amend the Securities Act;
- 61 An Act to amend the Provincial Electricity Board Act;
- 62 An Act respecting municipal and school corporations and their employees;
- 63 An Act respecting the Quebec Streams Commission;
- 64 An Act to amend the Courts of Justice Act;
- 65 An Act respecting juvenile delinquency;
- 66 An Act respecting the Provincial Transportation and Communication Board;
- 67 An Act respecting the parish of l'Annonciation, county of Deux-Montagnes (Two Mountains);
- 68 An Act respecting the holiday camp *Camp Kinkora, Incorporated*;
- 69 An Act to amend the Civil Code;
- 70 An Act respecting the University of Ottawa;
- 71 An Act respecting *l'Union économique d'Habitations* and the *Cités-Jardins du Québec*;
- 72 An Act respecting *la Corporation du collège de Saint-Laurent*;

- 73 Loi concernant les écoles protestantes de la cité d'Outremont;
- 74 Loi modifiant la Loi de la curatelle publique;
- 75 Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi des renvois à la Cour du banc du roi;
- 76 Loi concernant le Séminaire des Trois-Rivières;
- 77 Loi concernant le Séminaire de Sherbrooke;
- 78 Loi modifiant le Code de procédure civile concernant les règles de pratique de la Cour supérieure;
- 79 Loi concernant la Commission hydroélectrique de Québec, la *Montreal Light, Heat & Power Consolidated* et ses compagnies composantes;
- 80 Loi améliorant la Loi de l'assistance aux mères nécessiteuses;
- 81 Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles;
- 82 Loi concernant l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu;
- 105 Loi concernant le *Children's Memorial Hospital*;
- 111 Loi établissant la Commission hydroélectrique municipale de Hull;
- 114 Loi modifiant la charte de la ville de Farnham;
- 119 Loi modifiant la charte de la ville LaSalle;
- 122 Loi autorisant la chambre des notaires de la province de Québec à admettre Mercier Brosseau à l'étude de la profession de notaire et à régulariser son brevet de cléricature;
- 124 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;
- 125 Loi modifiant la charte de la ville de Plagne Laval;
- 128 Loi concernant la succession de Paul-Émile Guilbeault;
- 131 Loi autorisant l'admission de Émile Rochon dans l'Institut des comptables agréés de Québec;
- 133 Loi concernant la substitution de demoiselle Ovide Lamarre;
- 134 Loi ratifiant certaines résolutions de la municipalité du village de Gatineau (maintenant la ville de Gatineau) dans le comté de Hull, et des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau et un contrat passé entre ladite municipalité et la *Canadian International Paper Company*;
- 135 Loi modifiant la charte de la cité de Québec;
- 136 Loi modifiant la charte de la cité de Sorel;
- 140 Loi modifiant la charte de la ville Saint-Laurent;
- 144 Loi constituant en corporation la ville de Pont-Viau;
- 146 Loi constituant en corporation la cité de Silery;
- 147 Loi constituant en corporation la ville de L'Abord-à-Plouffe;
- 148 Loi concernant Berthierville;
- 149 Loi modifiant la charte de la cité de Drummondville;
- 154 Loi constituant en corporation la ville de Jacques-Cartier et la ville de Mackayville;
- 155 Loi modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les Écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs, et assurant des revenus appropriés au Bureau central des Écoles protestantes de Montréal;
- 73 An Act respecting Protestant Schools in the city of Outremont;
- 74 An Act to amend the Public Curatorship Act;
- 75 An Act to amend the Code of Civil Procedure and the Court of King's Bench Reference Act;
- 76 An Act respecting the Seminary of Trois-Rivières;
- 77 An Act respecting the Seminary of Sherbrooke;
- 78 An Act to amend the Code of Civil Procedure respecting rules of practice of the Superior Court;
- 79 An Act respecting the Quebec Hydro-Electric Commission, the Montreal Light, Heat & Power Consolidated and its component companies;
- 80 An Act to improve the Needy Mothers Assistance Act;
- 81 An Act to amend the Cooperative Agricultural Associations Act;
- 82 An Act respecting l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu;
- 105 An Act respecting Children's Memorial Hospital;
- 111 An Act to establish the Hull Hydro-Electric Municipal Commission;
- 114 An Act to amend the charter of the town of Farnham;
- 119 An Act to amend the charter of the town of LaSalle;
- 122 An Act to authorize the Board of Notaries of the Province of Quebec to admit Mercier Brosseau to the study of the notarial profession and to regularize his indentureship;
- 124 An Act to amend the charter of the city of Verdun;
- 125 An Act to amend the charter of the town of Plagne Laval;
- 128 An Act respecting the estate of Paul-Émile Guilbeault;
- 131 An Act authorizing the admission of Émile Rochon into the Institute of Chartered Accountants of Quebec;
- 133 An Act respecting the substitution of Dame Ovide Lamarre;
- 134 An Act to ratify resolutions of the municipality of the village of Gatineau (now the town of Gatineau) in the county of Hull and of the School commission for the school municipality of Saint-Jean-Vianney, in the county of Papineau, and a certain contract passed between the said municipality and the Canadian International Paper Company;
- 135 An Act to amend the charter of the city of Quebec;
- 136 An Act to amend the charter of the city of Sorel;
- 140 An Act to amend the charter of the town of Saint-Laurent;
- 144 An Act to incorporate the town of Pont-Viau;
- 146 An Act to incorporate the city of Silery;
- 147 An Act to incorporate the town of L'Abord-à-Plouffe;
- 148 An Act respecting Berthierville;
- 149 An Act to amend the charter of the city of Drummondville;
- 154 An Act to incorporate the town of Jacques-Cartier and the town of Mackayville;
- 155 An Act to amend the act 15 George V, chapter 45, respecting Protestant schools in and around the city of Montreal, and to assure appropriate revenues for the Montreal Protestant Central School Board;

- | | |
|--|---|
| 163 Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières; | 163 An Act to amend the charter of the city of Trois-Rivières; |
| 165 Loi concernant la Caisse nationale d'Économie; | 165 An Act respecting the <i>Caisse nationale d'Économie</i> ; |
| 168 Loi concernant une imposition temporaire, pour fins municipales et scolaires dans Saint-Joseph de Sorel, des propriétés de <i>Sorel Industries, Limited</i> ; | 168 An Act respecting a temporary imposition, for municipal and school purposes in Saint-Joseph de Sorel, on the property of <i>Sorel Industries, Limited</i> ; |
| 171 Loi ratifiant une convention entre le directeur de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants et la ville de Pointe-Claire; | 171 An Act to ratify an agreement entered into between the Director, The Veterans' Land Act and the town of Pointe-Claire; |
| 172 Loi constituant en corporation le Petit Séminaire de Saint-Georges de Beauce; | 172 An Act to incorporate <i>Le Petit Séminaire de Saint-Georges de Beauce</i> ; |
| 174 Loi constituant en corporation <i>Casa d'Italia-Maison d'Italie</i> | 174 An Act to incorporate <i>Casa D'Italia-Maison d'Italie</i> ; |
| 175 Loi concernant le village de McMasterville; | 175 An Act respecting the village of McMasterville; |
| 176 Loi concernant les corporations scolaires catholiques de Lachine; | 176 An Act respecting the Catholic School Corporations of Lachine; |
| 177 Loi constituant en corporation Les Frères de Sainte-Croix; | 177 An Act to incorporate <i>Les Frères de Sainte-Croix</i> ; |
| 178 Loi autorisant l'Institut des comptables agréés de Québec à admettre Joseph-Aristide Lionel Émond, de la cité de Sorel et Roméo Quéry, de la cité de Québec, comme membres dudit institut; | 178 An Act to authorize the Institute of Chartered Accountants of Quebec to admit Joseph-Aristide Lionel Émond, of the city of Sorel, and Roméo Quéry, of the city of Quebec, as members of the said Institute; |
| 179 Loi modifiant la charte de Les religieux de Sainte-Croix; | 179 An Act to amend the charter of <i>Les religieux de Sainte-Croix</i> ; |
| 180 Loi modifiant la charte de l'Hôpital Sainte-Justine; | 180 An Act to amend the charter of <i>l'Hôpital Sainte-Justine</i> ; |
| 181 Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec, à admettre George Vassili Candris à l'exercice de l'art dentaire après examen; | 181 An Act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to admit George Vassili Candris to the practice of dentistry after examination; |
| 182 Loi modifiant la Loi constituant en corporation La Congrégation des Filles de Jésus; | 182 An Act to amend the Act to incorporate <i>La Congrégation des Filles de Jésus</i> ; |
| 184 Loi concernant la succession de feu William Thomas Newcomb et validant le titre de ladite succession à un emplacement situé dans la cité de Montréal; | 184 An Act respecting the estate of the late William Thomas Newcomb and to validate the title of the said estate to an emplacement situated in the city of Montreal; |
| 185 Loi concernant le Club Laval-sur-le-Lac; | 185 An Act respecting the <i>Club-Laval-sur-le-Lac</i> ; |
| 186 Loi libérant la Corporation de Normetal de certaines obligations et servitudes; | 186 An Act to free the Corporation of Normetal from certain obligations and servitudes; |
| 200 Loi modifiant le Code du notariat; | 200 An Act to amend the Notarial Code; |
| 201 Loi modifiant la Loi pour réglementer la pratique de la comptabilité et de la vérification; | 201 An Act to amend the Act to regulate the practice of accountancy and auditing; |
| 202 Loi modifiant la Loi du barreau; | 202 An Act to amend the Bar Act; |
| B Loi concernant la charte de l'hôpital Sainte-Justine; | B An Act respecting the charter of l'hôpital Sainte-Justine; |

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

- 36 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1948 et pour d'autres fins du service public.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill."

19040-o

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words:

"In His Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

- 36 An Act granting to His Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1948, and for other purposes connected with the public service.

To this bill the Royal assent was signified in the following words:

"In His Majesty's name, His Honour the Lieutenant-Governor thanks His loyal subjects, accepts their *benevolence* and assents to this bill."

19040-o

Chartes — Abandon de

Avis est, par les présentes donné que California Sportswear Inc. dûment incorporé par lettres patentes provinciales le 15 mars 1944 ayant sa principale place d'affaires au N° 360 de la rue Craig O., cité et district de Montréal, s'adressera à l'assistant procureur général de la province de Québec et au ministre des affaires municipales de l'industrie et du commerce pour obtenir la permission d'abandonner les dites lettres patentes.

Montréal, ce 6 mai 1947.

Les Procureurs de la compagnie,
19023-o SAUVÉ & CODERRE.

AVIS**LAVIGUEUR & VALIQUETTE LIMITÉE**

Avis est, par les présentes, donné que la Compagnie "Lavigueur & Valiquette Limitée", corporation légalement constituée en vertu de Lettres Patentes de Québec, ayant son bureau chef à Montréal, s'adressera prochainement au Secrétaire de la Province pour lui demander la permission d'abandonner sa Charte.

Montréal, ce 7 mai 1947.

LAVIGUEUR & VALIQUETTE LIMITÉE,
Le Secrétaire,
19024-o ROMÉO L. LAVIGUEUR.

Charters — Surrender of

Notice is hereby given that California Sportswear Inc. duly incorporated by Provincial letters patent on March 15, 1944, having its head office at N° 360 Craig Street W. city and district of Montreal, will apply to the Deputy Attorney General of the Province of Quebec and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for leave to surrender the said letters patent.

Montreal, May 6, 1947.

19023 SAUVÉ & CODERRE,
Attorneys of the Company.

NOTICE**LAVIGUEUR & VALIQUETTE LIMITÉE**

Notice is hereby given that Lavigueur & Valiquette Limitée, a body corporate, incorporated under Quebec Letters Patent and having its head office in Montreal, will shortly apply to the Provincial Secretary for permission to surrender its Charter.

Montréal, May 7th, 1947.

LAVIGUEUR & VALIQUETTE LIMITÉE,
ROMÉO L. LAVIGUEUR,
19024-o Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "The E-V-Stores Ltd." a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités actuellement en vigueur dans cette Province.

L'agent principal de la corporation dans la province de Québec, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. Ralph Wilson Becket, 360 ouest, rue St-Jacques, cité de Montréal.

Le bureau principal de la corporation, dans la province de Québec, est établi en la cité de Montréal, comté d'Hochelaga, district de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 mai 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
19034 JEAN BRUCHÉSI.

Companie Licensed to do Business

Notice is hereby given that "The E-V Stores Ltd." has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the same formalities now in force in this Province.

The chief agent of the Corporation in the Province of Quebec for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against it, is Mr Ralph Wilson Becket, of 360 St. James Street West, in the City of Montreal.

The principal office of the corporation in the Province of Quebec is established in the City of Montreal in the County of Hochelaga, District of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
19034-o Under Secretary of the Province.

Département de l'Agriculture

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse de St-Clément de Tourville comté de l'Islet, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément à l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 12 mai 1947.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
19047-o JULES SIMARD.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that the farmers' club of the parish of St-Clément de Tourville, county of l'Islet, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q., 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares it dissolved, in conformity with section 44 of the said Act.

Quebec, May 12, 1947.

JULES SIMARD,
19047 Deputy Minister of Agriculture.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse de St-François-Xavier-des-Hauteurs, le cercle agricole de la paroisse St-Gabriel et le cercle agricole de la paroisse de St-Médard, tous trois dans le comté de Rimouski, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément à l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 9 mai 1947.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
JULES SIMARD.

19025-o

Notice is hereby given that the farmers' club of the parish of St-François-Xavier-des-Hauteurs, the farmers' club of the parish of St-Gabriel and the farmers' club of the parish of St-Médard, all three in the county of Rimouski, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q., 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved, in conformity with section 44 of the said Act.

Quebec, May 9, 1947.

JULES SIMARD,
Deputy Minister of Agriculture.

19025

Département de l'Agriculture Industrie laitière

Department of Agriculture Dairy Industry

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 6-47

Order No. 6-47

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mardi, 13 mai 1947, tenue au bureau de la Commission de l'industrie laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Tuesday, May 13th 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Conformément à la Loi des produits laitiers (S.R.Q. 1941, chapitre 126) telle que modifiée par la loi 11 Geo. VI, chapitre 46,

In accordance with the Dairy Products Act (R.S.Q. 1941, chapter 126) as amended by the act 11 Geo. VI, chapter 46,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Shawinigan.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Shawinigan.

2° La région de Shawinigan comprend les municipalités de la cité de Shawinigan Falls, de la paroisse de Notre-Dame de la Présentation d'Almaville, du village de la Baie-de-Shawinigan, cette partie de la paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc d'Almaville, contigue au territoire délimité ci-dessus et ornée au sud par le rang Saint-Mathieu et cette partie de la municipalité de la paroisse de Ste-Flore bornée par la route Ste-Catherine.

2. The region of Shawinigan includes the municipalities of the city of Shawinigan Falls, of the parish of Notre-Dame de la Présentation d'Almaville, of the village of Shawinigan Bay, that part of the parish of Sainte-Jeanne-d'Arc d'Almaville adjoining the above-mentioned territory and bordered on the South by Saint-Mathew's range, and that part of the municipality of the parish of Ste-Flore bordered by Ste-Catherine Road.

3° Tout marchand de lait doit payer à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.50½ F.A.B. la place d'affaires dudit marchand et à même cette somme payer à la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

3. Every milk dealer must pay to his producer-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$3.50½ F.O.B. business place of said dealer and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

Cette contribution de un demi-cent par cent livres de lait sera remise en partie au Syndicat des producteurs de lait de Shawinigan, au prorata de ses membres et la balance sera employée à promouvoir la consommation du lait en nature.

This contribution of one-half cent per hundred pounds of milk shall be remitted in part to the "Shawinigan Milk Producers' Syndicate" at the prorata of its members and the balance shall be used to promote the consumption of milk in its natural state.

4° Le prix du lait pasteurisé offert, vendu ou livré par les marchands de lait, les sociétés coopératives ou les syndicats coopératifs, aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 44 cents le gallon.

4. The price of pasteurized milk offered, sold or delivered by milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates to distributors of dairy products is fixed at 44 cents a gallon.

5° Sauf les dispositions des articles 6 et 7 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite

5. Save the provisions of articles 6 and 7 hereunder, no person shall, within the limits of

région de Shawinigan, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 cents la chopine et 14½ cents la pinte.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Shawinigan, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 7 cents la chopine et 13½ cents la pinte.

7° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Shawinigan, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à 52 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 6-46 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 octobre 1946 et entrera en vigueur le 16 mai 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,

Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie laitière.

19046-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE
LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 3-47

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 13 mai 1947, tenue au bureau de la Commission de l'industrie laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Conformément à la Loi des produits laitiers (S.R.Q. 1941, chapitre 126) telle que modifiée par la loi Geo. VI, chapitre 46.

La Commission décrète ce qui suit:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région des Trois-Rivières.

2° La région des Trois-Rivières comprend la cité des Trois-Rivières, la cité de Cap-de-la-Madeleine, cette partie de terrain contigue à la cité des Trois-Rivières, connue dans la région sous le nom de "banlieue" et s'étendant jusqu'à la route du Calvaire; de plus, le rang Sainte-Marguerite jusqu'à et y compris l'Hôpital Cook, et toute cette partie de la municipalité de Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, qui s'étend depuis les limites de la cité du Cap-de-la-Madeleine pour aller vers le nord-est jusqu'au numéro quatre-vingt-six (86) inclusivement du cadastre du comté de Champlain, pour la paroisse du Cap-de-la-Madeleine.

3° Tout marchand de lait doit payer à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.50½ F.A.B. la place d'affaires dudit marchand et à même cette somme payer à la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

Cette contribution de un demi-cent par cent livres de lait sera remise en partie au Syndicat

said region of Shawinigan, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint and 14½ cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Shawinigan, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at a price inferior to 7 cents a pint and 13½ cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said region of Shawinigan, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to 52 cents a gallon.

The present order cancels Order No. 6-46 published in the *Quebec Official Gazette* of October 5th, 1946, and shall come into force on May 16th, 1947.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,

The Secretary, Dairy Industry
Commission.

19046-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 3-47

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, May 13th 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

In accordance with the Dairy Products Act (R.S.Q. 1941, chapter 126) as amended by the act 11 Geo. VI, chapter 46.

It is enacted as follows:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Three Rivers.

2. The region of Three Rivers includes the city of Three Rivers, the city of Cap de la Madeleine, that piece of land bordering on the city of Three Rivers, known as the suburbs and reaching to Calvary Road; moreover, Saint-Margaret range up to and including Cook Hospital, and all that part of the municipality of Sainte-Marthe du Cap de la Madeleine, which extends Northeast, from the limits of the city of Cap de la Madeleine to number eighty-six (86) inclusively of the cadastre of Champlain county, for the parish of Cap de la Madeleine.

3. Any milk dealer must pay to his producer-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$3.50½ F.O.B. business place of said dealer and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

This contribution of one-half cent per hundred pounds of milk shall be remitted in part to the

coopératif des producteurs de lait de Trois-Rivières, au prorata de ses membres et la balance sera employée à promouvoir la consommation du lait en nature.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Trois-Rivières, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 cents la chopine et 14½ cents la pinte.

5° Sauf les dispositions de l'article 4 ci-dessus, nul ne peut, dans les limites de ladite région des Trois-Rivières, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 7 cents la chopine et 13½ cents la pinte.

6° Le prix du lait pasteurisé, offert, vendu ou livré par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers, ne doit pas être inférieur à 44 cents le gallon.

7° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 52 cents le gallon.

8° Nul marchand de lait ne peut offrir, vendre ou livrer du lait destiné aux institutions de charité, cantines scolaires et hôpitaux à des prix inférieurs à 48 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance 3-46, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 mai 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

19044-o

Milk Producers Co-Operative Syndicate of Three Rivers, at the prorata of its members and the balance shall be used to promote the consumption of milk in its natural state.

4. No person shall, within the limits of said region of Three Rivers, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint and 14½ cents a quart.

5. Save the provisions of article 5 hereabove, no person shall, within the limits of said region of Three Rivers, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 7 cents a pint and 13½ cents a quart.

6. The price of pasteurized milk offered, sold or delivered by milk dealers to distributors of dairy products, must not be less than 44 cents a gallon.

7. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 52 cents a gallon.

8. No milk dealer shall offer, sell or deliver milk to charitable institutions, school canteens and hospitals at prices inferior to 48 cents a gallon.

The present order cancels Order No. 3-36, published in the *Quebec Official Gazette* of October 5th, 1946, and shall come into force on May 16th, 1947.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-B. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

19044-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE
LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 4-47

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 4-47

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 13 mai 1947, tenue au bureau de la Commission de l'industrie laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.P. Beauchemin, Omer E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Conformément à la Loi des produits laitiers (S.R.Q. 1941, chapitre 126) telle que modifiée par la loi 11 Geo. VI, chapitre 46,

La Commission décrète ce qui suit:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sherbrooke.

2° La région de Sherbrooke comprend la cité de Sherbrooke et la municipalité de Lennoxville.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.5% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.50½ net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand, et à même cette somme, payer à la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec, un demi-centin par cent livres de lait ainsi reçu.

Cette contribution d'un demi-centin par cent livres de lait sera remise en partie au Sherbrooke

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, May 13th, 1947, held at the office of the Dairy Industry Commission, at Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Dr. Émile Nadeau, President, Messrs. Joseph Hébert, J. P. Beauchemin, Omer E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie: Secretary, C.-A. Gamache, C.R., Legal Adviser, and Roland Camirand, General Inspector of Dairy Products.

In accordance with the Dairy Products Act (R.S.Q. 1941, chapter 126) as amended by the act 11 Geo. VI, chapter 46,

It is enacted as follows:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Sherbrooke.

2. The region of Sherbrooke includes the city of Sherbrooke and municipality of Lennoxville.

3. Every milk dealer must pay directly to his producer-suppliers for each hundred pounds of milk on a 3.5% butter fat basis or more which he receives from them, \$3.50½ net F.O.B. business place of said dealer and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

This contribution of one-half cent per hundred pounds of milk shall be remitted in part to the

Group of the United Milk Producers of the Province of Quebec au prorata de ses emmbres et la balance sera employée à promouvoir la consommation du lait en nature.

Le paiement aux fournisseurs-producteurs se fera sur une base de 3.5% de matières grasses:

a) plus une prime de trois centias par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) moins un rabais de trois centins par cent livres de lait pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sherbrooke, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 cents la chopine et 14½ cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sherbrooke, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel à un marchand, à tout établissement de commerce ou institution de charité, à des prix inférieurs à 7 cents la chopine, 13½ cents la pinte.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sherbrooke, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à 52 cents le gallon.

7° Le prix du lait pasteurisé vendu ou livré par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 44 cents le gallon.

La présente ordonnance annule les ordonnances Nos 4-46 et 4-46a, et entrera en vigueur le 16 mai 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: Dr. ÉMILE NADEAU, président,

JOSEPH HÉBERT,

J. P. BEAUCHEMIN,

OMER E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,

Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

19045-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE
LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 1-47

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 13 mai 1947, tenue au bureau de la Commission de l'industrie laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C. R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Conformément à la Loi des produits laitiers (S.R.Q. 1941, chapitre 126) telle que modifiée par la loi 11 Geo. VI, chapitre 46.

La Commission décrète ce qui suit:

Dans la présente ordonnance, le mot "unité" équivaut pour le lait à une mesure d'une pinte, et pour la crème à une mesure d'un demi-gallon.

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Montréal.

2° La région de Montréal comprend les municipalités suivantes, situées dans le district judiciaire de Montréal, savoir: la cité de Montréal, la cité d'Outremont, la cité de Westmount, la ville de Montréal-Ouest, la cité de Verdun, la cité de

"Sherbrooke Group of the United Milk Producers of the Province of Quebec" at the prorata of its members and the balance shall be used to promote the consumption of milk in its natural state.

The payment of milk shall be made on a basis of 3.5% butterfat:

a) A premium of three cents per hundred pounds of milk shall be added for each tenth of 1% over this percentage;

b) A deduction of three cents per hundred pounds of milk shall be made for each tenth of 1% below this percentage.

4. No person shall, within the limits of said region of Sherbrooke, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint and 14½ cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Sherbrooke, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel or dealer or to any other business establishment or charitable homes and institutions, at a price inferior to 7 cents a pint, 13½ cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Sherbrooke, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to 52 cents a gallon.

7. The price of pasteurized milk sold or delivered by milk dealers to distributors of dairy products is fixed at 44 cents a gallon.

The present order cancels Orders Nos. 4-46 and 4-46a, and shall come into force on May 16th, 1947.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: MESSRS. Dr. ÉMILE NADEAU, President,

JOSEPH HÉBERT,

J. P. BEAUCHEMIN,

OMER E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,

The Secretary, Dairy Industry
Commission.

19045-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 1-47

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Tuesday, May 13th 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K. C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

In accordance with the Dairy Products Act (R.S.Q. 1941, chapter 126) as amended by the act 11 Geo. VI, chapter 46,

It is enacted as follows:

In the present order, the word "unit" is equivalent to one quart for milk and to one-half pint for cream.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Montreal.

2. The region of Montreal includes the following municipalities situated in the judicial district of Montreal, namely: the city of Montreal, the city of Outremont, the city of Westmount, the town of Montreal-West, the city of Verdun, the

Lachine, la cité de Longueuil, la cité de Saint-Lambert, la ville de Dorval, la ville de Pointe-Claire, la ville de Montréal-est, la ville de Mont-Royal, la ville de Hampstead, la municipalité du village de la Côte Saint-Luc, la ville de Saint-Laurent, la ville de Saint-Michel, la ville de Montréal-nord, la ville de Saint-Pierre, la ville de Lasalle, la ville de Greenfield Park, la ville de Montréal-sud, la ville de Pointe-aux-Trembles, le Port de Montréal, la ville de Beaconsfield, la ville de Baie d'Urfé, la ville de Sainte-Anne de Bellevue la paroisse de Notre-Dame-de-Liesse et la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.5% de matières grasses qu'ils reçoivent de ceux-ci \$3.55½ F.A.B. Montréal, et à même cette somme, payer à la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec, un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

Cette contribution de un demi-cent par cent livres de lait sera remise en partie à l'Association coopérative agricole des producteurs de lait de Montréal, au prorata de ses membres et la balance sera employée à promouvoir la consommation du lait en nature.

Le paiement aux fournisseurs-producteurs se fera sur une base de 3.5% de matières grasses:

a) plus une prime de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage;

b) moins un rabais de trois cents par cent livres de lait pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

4° Le prix du lait pasteurisé offert, vendu ou livré par les marchands de lait, les sociétés coopératives ou les syndicats coopératifs, aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 46 cents le gallon.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 7 cents le demiard, 8½ cents la chopine et 15½ cents la pinte.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 7½ cents la chopine et 14½ cents la pinte.

7° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à 54 cents le gallon.

8° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs ne peuvent vendre, offrir ou livrer du lait en bidon destiné aux hôpitaux et aux institutions de charité, à un prix inférieur à 52 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 7½ cents la chopine et 14½ cents la pinte.

9° Le prix du lait en bouteilles d'un demiard pour distribution aux écoliers est de 4 cents le demiard.

10° Pour la distribution du lait, de la crème ou autres produits laitiers, aucun marchand de lait, société coopérative, syndicat coopératif et distributeur de produits laitiers ne peut, par lui-même ou par son employé, utiliser un véhicule à moins qu'il ne fasse au moyen de ce véhicule la distribution d'une charge d'au moins 1800 unités par semaine, excepté pour la période de fluctuation comprise entre le 15 juin et le 15 septembre; mais, dans ce cas, le marchand de lait ou le distributeur de produits laitiers sera tenu de faire la preuve de cette fluctuation.

city of Lachine, the city of Longueuil, the city of Saint-Lambert, the town of Dorval, the town of Pointe-Claire, the town of Montreal-East, the town of Mount Royal, the town of Hampstead, the municipality of the village of Côte Saint-Luc, the town of Saint-Laurent, the town of Saint Michel, the town of Montreal North, the town of Saint-Pierre, the town of Lasalle, the town of Greenfield Park, the town of Montreal South, the town of Pointe-aux-Trembles, the Harbour of Montreal, the town of Beaconsfield, the town of Baie d'Urfé, the town of Sainte-Anne de Bellevue, the parish of Notre-Dame-de-Liesse and the parish of Saint-Antoine de Longueuil.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producer-suppliers for each hundred pounds of milk on a 3.5% butter fat basis or more which they receive from them, \$3.55½ F.O.B. Montreal and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

This contribution of one-half cent per hundred pounds of milk shall be remitted in part to the Montreal Milk Producers' Co-operative Agricultural Association, at the prorata of its members and the balance shall be used to promote the consumption of milk in its natural state.

The payment of milk shall be made on a basis of 3.5% butterfat:

a) A premium of three cents per hundred pounds of milk shall be added 'or each tenth of 1% over this percentage;

b) A deduction of three cents per hundred pounds of milk shall be made for each tenth of 1% below this percentage.

4. The price of pasteurized milk offered, sold or delivered by milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates to distributors of dairy products is fixed at 46 cents a gallon.

5. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 7 cents a half-pint: 8½ cents a pint and 15½ cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to 5 cents a half-pint, 7½ cents a pint and 14½ cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk in bulk, at a price inferior to 54 cents a gallon.

8. The milk dealers, cooperative societies or cooperative syndicate shall not offer, sell or deliver milk in bulk to hospital or to charitable institutions at a price inferior to 52 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is, at 7½ cents a pint and 14½ cents a quart.

9. The price of milk in half-pint bottles, to be delivered to pupils shall be 4 cents a half-pint.

10. For the delivery of milk, cream or other dairy products, no milk dealer, co-operative society, co-operative syndicate and distributor of dairy products shall, by himself or through his employee, use a vehicle unless it be used to deliver a minimum load of 1800 units per week, except during the period of fluctuations between June 15th and September 15th; but, in this case the milk dealer or the distributor of dairy products must give proof of this fluctuation.

11° Les marchands de lait, les sociétés coopératives, les syndicats coopératifs et les distributeurs de produits laitiers sont tenus de vendre au comptant le lait, la crème et les autres produits laitiers.

Néanmoins, la vente peut-être faite à crédit pourvu que le crédit ne dépasse pas le terme de trente jours:

a) aux hôpitaux, aux institutions de charité, aux compagnies de navigation et de chemin de fer;

b) au gouvernement provincial et au gouvernement fédéral;

c) à certains clients de gros lorsque la Commission juge que le comptant est difficile ou impossible.

La vente au comptant comprend aussi le paiement au moyen de bons, pourvu que ces bons aient été payés eux-mêmes comptant sur réception.

12° Nul ne peut livrer du lait, de la crème et autres produits laitiers, au gros et au détail, avant sept heures de l'avant-midi et après 7 heures de l'après-midi (heure officielle de Montréal).

13° Nul marchand de lait, nulle société coopérative ou nul syndicat coopératif ne peut vendre, offrir ou livrer du lait à un distributeur de produits laitiers, à moins que ce dernier ne prenne son approvisionnement total de lait de ce marchand, de cette société coopérative ou de ce syndicat coopératif.

La présente ordonnance annule les ordonnances Nos 1-46 et 1-46A, et entrera en vigueur le 16 mai 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,

Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

19042-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE
LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 2-47

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 13 mai 1947, tenue au bureau de la Commission de l'industrie laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Conformément à la Loi des produits laitiers (S.R.Q. 1941, chapitre 126) telle que modifiée par la loi II Geo. VI, chapitre 46,

La Commission décrète ce qui suit:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement vend ou livre du lait dans les limites de la région de Québec.

2° La région de Québec comprend la cité de Québec, les municipalités de villes de Québec-ouest, Beauport, Château d'Eau, et Courville. Les municipalités de paroisses Sillery, Ste-Foy, St-Gérard-Magella, Beauport, Notre-Dame des Laurentides et St-Félix de Cap-Rouge. Les municipalités de villages de Beauport-est, Char-

11. The milk dealers, the co-operative societies, the co-operative syndicates, and the distributors of dairy products must obtain cash payments for milk, cream and other dairy products.

Nevertheless, credit may be extended provided that payment is made within thirty days:

a) to hospitals, charitable institutions, steamship and railroad companies;

b) to the Federal and Provincial Governments;

c) to certain wholesale customer when the Commission judges that cash payments are impracticable or impossible.

May be considered as cash payments, all payments made by tickets, provided that these tickets have been paid cash upon their receipt.

12. No person shall deliver milk, cream or other dairy products to wholesale or retail customers prior to seven o'clock in the forenoon and after seven o'clock in the afternoon (Official Montreal time).

13. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates shall not offer, sell or deliver milk to a distributor of dairy products unless this distributor of dairy products takes his whole supply from the same milk dealer, co-operative society or co-operative syndicate.

The present order cancels Orders No. 1-46 and No. 1-46A and shall come into force on May 16th, 1947.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J. P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,

The Secretary, Dairy Industry
Commission.

19042-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 2-47

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the province of Québec.

Meeting of Tuesday, May 13th, held at the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Dr Émile Nadeau, President, Messrs. Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, C.R., Legal Adviser, and Roland Camirand, General Inspector of Dairy Products.

In accordance with the Dairy Products Act (R.S.Q. 1941, chapter 126) as amended by the act 11 Geo. VI, chapter 46,

It is enacted as follows:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Québec.

2. The region of Québec includes the city of Québec, the municipalities of towns of Québec-west, Beauport, Chateau d'Eau and Courville. The municipalities of parish of Sillery, Ste-Foy, St-Gérard Magella, Beauport, Notre-Dame des Laurentides and St-Félix du Cap Rouge. The municipalities of village of Beauport-east, Char-

lesbourg, Giffard, Loretteville, St-Grégoire de Montmorency, Lac St-Charles, St-Émile et St-Jean de Boischatel.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs, doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci \$3.45½ F.A.B. Québec et à même cette somme, payer à la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec, un demi-centin par cent livres de lait ainsi reçu.

Cette contribution de un demi-centin par cent livres de lait sera remise en partie à la Fédération des associations des producteurs de lait du Québec au prorata de ses membres et la balance sera employée à promouvoir la consommation du lait en nature.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8½ cents la chopine et 15 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 4¾ cents le demiard, 7½ cents la chopine et 14 cents la pinte.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux hôtels ou aux cantines militaires à des prix inférieurs à 52 cents le gallon.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut vendre, offrir ou livrer du lait en bidon destiné aux hôpitaux et aux institutions de charité, à un prix inférieur à 50 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce de gros, soit : 7½ cents la chopine et 14 cents la pinte.

8° Le prix du lait pasteurisé offert, vendu ou livré par les marchands de lait, les sociétés coopératives ou les syndicats coopératifs, aux distributeurs de lait, est fixé à 44 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance n° 2-46, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 mai 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr. Émile Nadeau, président,

JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,

Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

19043-o

lesbourg, Giffard, Loretteville, St-Grégoire de Montmorency, St-Jean de Boischatel, St-Émile and Lac St-Charles.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producer-suppliers for each hundred pounds of milk on a 3.5% butter fat basis or more which they receive from them \$3.45½ F.O.B. Quebec, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

This contribution of one-half cent per hundred pounds of milk shall be remitted in part to the "Milk Producers' Syndicates for the region of Quebec" at the prorata of its members and the balance shall be used to promote the consumption of milk in its natural state.

4. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver milk, at prices inferior to 8½ cents a pint and 15 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or any business establishment, at price inferior to 4¾ cents a half-pint, 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver milk in bulk to hotels or to military cantines at a price inferior to 52 cents a gallon.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk in bulk to hospitals or to charitable institutions at a price inferior to 50 cents a gallon. These institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is: 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

8. The price of pasteurized milk offered, sold or delivered by milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates, to milk distributors, is fixed at 44 cents a gallon.

The present order cancels Order No. 2-46 published in the *Quebec Official Gazette* of October 5th, 1946, and shall come into force on May 16th, 1947.

The secretary of said Commission is charged, with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,

JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,

The Secretary, Dairy Industry
Commission.

19043-o

Département de l'Instruction publique

N° 459-47

Québec, le 13 mai 1947.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire protestante d'Ayers Cliff les lots ci-dessous décrits, tous inclusivement, du canton de Stanstead:

764 à 830 du Xe rang, 831 à 857 du XIe rang, 971 à 999 du XIIe rang; 1000 à 1028 du XIIIe rang; 1133 à 1164 du XIVe rang.

Cette annexion s'appliquera aux contribuables protestants seulement.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
19037-20-2-o J.-P. LABARRE.

Department of Education

No. 459-47

Quebec, May 13, 1947.

Application is made to annex to the Protestant school municipality of Ayers Cliff the lots herein-after described, all inclusively, of the township of Stanstead:

764 to 830 of range X; 831 to 857 of range XI; 971 to 999 of range XII; 1000 to 1028 of range XIII; 1133 to 1164 of range XIV.

This annexation to apply to Protestant taxpayers only.

J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

19037-20-2

N° 410-47

Québec, 13 mai 1947.

ERRATUM

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 16 mai concernant l'érection de la municipalité scolaire de Rosemère, dans la 3e ligne, il faut lire "la municipalité scolaire catholique de Rosemère" au lieu de la municipalité scolaire de Rosemère.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
J.-P. LABARRE.

Québec, le 8 mai 1947.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Ste-Catherine de Fossambault le territoire suivant et de l'ériger en municipalité scolaire séparée et distincte sous le nom de "La municipalité scolaire de Shannon, comté de Portneuf."

Le territoire situé dans la seigneurie de Fossambault formant présentement partie de la municipalité de la paroisse de Shannon, comprenant, suivant le cadastre officiel de la paroisse de Shannon, tous les lots du cadastre et leurs subdivisions se trouvant dans les limites décrites comme suit :

Partant du coin nord du lot 631 du cadastre officiel de la paroisse de Shannon et suivant vers le sud-est les limites nord-est de chacun des lots Nos 630, 416, 415, et son prolongement jusqu'à l'axe de la rivière Jacques-Cartier, de là suivant ledit axe vers le sud-ouest au prolongement de la limite nord-est du lot 287; de là vers le sud-est ledit prolongement et ladite ligne du lot 287 au coin est dudit lot, de là la limite sud-est des lots 287, 286, 284, 282, 280, 278, 277, 273, 268, 267, 266, 265, 264, 263 et 262; de là vers le sud-est la ligne nord-est du lot 261, de là vers l'ouest les limites sud des lots 261, 260, 259, 258, 257, 256, 255, 254, 253, 252; de là successivement vers le nord-ouest, la limite sud-ouest du lot 252, son prolongement à l'axe de la rivière Jacques-Cartier, ledit axe vers l'ouest, le prolongement de la limite sud-ouest du lot 384, ladite limite du lot 384, la limite sud-ouest du lot 447, la limite sud-est du lot 678, vers le nord-est la limite sud-ouest du lot 604 produite à l'axe de la rivière aux Pins; de là vers le nord-est ledit axe au prolongement de la limite est du lot 690, de là la limite est dudit lot et sa limite nord-ouest à la limite est de la propriété de M. J. J. White, de là vers ladite limite est, de là vers le nord-est, la limite nord-ouest du lot 693, de là la limite nord-est des lots 694, 695, 696, 697, et partie de 698; de là les limites sud-est des lots 758, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 651 jusqu'au point de départ.

Le Surintendant,
J.-P. LABARRE.

18971-19-2

N° 428-47.

Québec, le 8 mai 1947.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte la paroisse de Saint-Rodrigue, dans le comté de Québec, qui aurait comme territoire le même que ladite paroisse canonique qui sera borné comme suit :

"Au nord-ouest par les lots 727 et 743 du rang du Petit-Village du cadastre officiel de la paroisse

No. 410-47

Quebec, May 13, 1947.

ERRATUM

In the notice published in the *Quebec Official Gazette* of the 10th of May instant, respecting the erection of the school municipality of Rosemère, third line, please read: "the Catholic school municipality of Rosemère" instead of the school municipality of Rosemère.

J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

Quebec, May 8th, 1947.

Application is made to detach from the school municipality of the Parish of Ste. Catherine de Fossambault the following territory, and to erect it into a separate and distinct school municipality under the name of "The School Municipality of Shannon, in the County of Portneuf".

The territory situated in the Seigneurie of Fossambault actually forming part of the Municipality of the Parish of Shannon, comprising in reference to the official cadastre of the parish of Shannon, all cadastral lots and their subdivisions included in the limits described as follows:

Beginning at the North corner of lot 631 of the official cadastre of the parish of Shannon and following towards the South-East the North-Eastern limits of each of the lots Nos. 630, 416, 415, and its prolongation to the axis of the river Jacques Cartier, thence following the said axis towards the South-West to the prolongation of the North-Eastern limit of lot 287; thence towards the South-East the said prolongation and the said line of lot 287 to the eastern corner of said lot, thence the South-Eastern limit of lots 287, 286, 284, 282, 280, 278, 277, 273, 268, 267, 266, 265, 264, 263 and 262; thence towards the South-East, the North-East line of lot 261, thence towards the West the South limits of lots 261, 260, 259, 258, 257, 256, 255, 254, 253, 252; thence successively towards the North-West, the South-West limit of lot 252, its prolongation to the axis of the Jacques Cartier River, said axis towards the West, the prolongation of South-West limit of lot 384, said limit of lot 384, the South-West limit of lot 447, the South-East limit of lot 678, towards the North-East, the South-West limit of lot 604, produced to the axis of River aux Pins; thence towards the North-East the said axis to the prolongation of the East limit of lot 690, thence the East limit of said lot and its North-West limit to the East limit of Mr. J.J. White's property, thence the said East limit thence towards the North-East, the North-West limit of lot 693 thence the North-East limit of lots 694, 695, 696, 697, and part of 698; thence the South-East limits of lots 758, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 651, to the point of beginning.

J.-P. LABARRE,
Surintendant.

18971-19-2-o

No. 428-47.

Quebec, May 8, 1947.

Application is made to erect the parish of Saint Rodrigue, in the county of Quebec, into a separate school municipality, with the same territory as that of the said canonical parish and to be bounded as follows:

"On the northwest by lots 727 and 743 of the "Petit Village" range on the official cadastre for

de Charlesbourg, comté de Québec, au sud-est par la limite entre le village de Charlesbourg et la Cité de Québec; au sud-ouest par la route de la Savanne et par le lot 266 de la 2e concession de ladite paroisse de Charlesbourg; au nord-ouest par les lots nos 287, 286, 285, le chemin de fer Québec et Lac St-Jean, les lots nos 1062-1042-A, 703, 700-4, 1062-1039 et 1062-1040, et plus particulièrement comme suit:

Commençant au coin sud-ouest du lot N° 279-B de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec; de là vers le nord-est en suivant la limite entre la Cité et le village de Charlesbourg, jusqu'au coin sud-est du lot n° 716-B; de là vers le nord-ouest en suivant la ligne sud-ouest des lots 727 et 743 jusqu'au coin sud-est du lot 1062-1040; de là vers le sud-ouest jusqu'au coin nord-ouest du lot 700-6; de là vers le sud-est en suivant la ligne de division entre les lots 700-4, 703, 1062-1042-A d'un côté et les lots nos 700-6, 703-2-1, 703-2-1-A, 704-3, 1062-1042-B l'autre côté et se prolongeant à travers la route nationale et le chemin de fer Québec et Lac St-Jean jusqu'au côté sud dudit chemin de fer; de là vers le sud-ouest en suivant le côté sud dudit chemin de fer, jusqu'à son intersection avec la ligne est du lot n° 285; de là vers le sud-est le long de ladite ligne est dudit lot n° 285 jusqu'à son intersection avec la ligne nord du lot n° 276 de là vers le sud-ouest en suivant la limite en profondeur des lots nos 285, 286, 287, jusqu'à son intersection avec la limite est du lot no 266; de là vers le sud-est en suivant la limite en profondeur des lots nos 276, 275, 274-1, 274-2, 273-1, 272; 271, 270, 270-B jusqu'au point de départ. Ledit territoire comprend les lots du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, et les lots suivants seront détachés de la municipalité scolaire de Charlesbourg, même comté:

Les lots Nos 270, 270-A, 270-B, 271, 272, 273, 273-1, 274-2, 274-1, 275, 276 et ses subdivisions, 709 et ses subdivisions, 710 et ses subdivisions, 711, 711-1, 712-1, 713-1, 713, 714, 714-A, 715, 715-A, 715-B, 716-A, 716-B, 712, 712-2.

Les lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, seront détachés de la municipalité scolaire du Très Carré de Charlesbourg: les lots Nos 277 et ses subdivisions, 278, 279, partie non subdivisée bornée par le sud-est des lots nos 279-3 et 279-2 et partie sud-ouest de 278, 279-A et ses subdivisions, 279-2, 279-3, 279-4, 279-5, 705, 708-1 et ses subdivisions, 708 et ses subdivisions.

Les lots suivants du même cadastre seront détachés de la municipalité scolaire du village de Giffard, comté de Québec: Les lots nos: partie de 700, 700-2, 700-5, 700-5-A, 700-6-A, 700-6-B, 700-8, 700-10 703-2-1, 703-2-1-A 703-2-1-B, 704, 704-1, 704-3, 704-4, 704-5, 704-6-A, 704-6-B 704-7, 704-8, 704-9, 704-10.

1062-1042-B, 1062-1042-C, 1062-1042-D, 1062-1042-E.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
18970-19-2-o J.-P. LABARRE.

N° 410-47.

Québec, le 6 mai 1947.

Demande est faite d'ériger une municipalité scolaire distincte sous le nom de "la municipalité scolaire catholique de Rosemère", dans le comté de Terrebonne, qui comprendrait le territoire ci-dessous décrit et qui serait distrait de la municipalité scolaire de la paroisse de Sainte-Thérèse, comté de Terrebonne.

the parish of Charlesbourg, county of Quebec; on the southeast by the limit between the village of Charlesbourg and the City of Quebec; on the southwest by the Savanne road and by lot 266 of the 2nd concession of the said parish of Charlesbourg; on the northwest by lots 287, 286, 285, the Lake St. John Railway, lots Nos 1062-1042-A, 703, 700-4, 1062-1039 and 1062-1040, and more particularly as follows:

Starting at the southwest corner of lot No. 279-B of the parish of Charlesbourg, county of Quebec; thence northeastward following the limit between the City and the village of Charlesbourg, as far as the southeast corner of lot No. 716-B; thence northwestward following the southwest line of lots 727 and 743 to the southeast corner of lot 1062-1040; thence southwestward to the northwest corner of lot 700-6; thence southeastward following the division line between lots 700-4, 703, 1062-1042-A on one side and lots Nos. 700-6, 703-2-1, 703-2-1-A, 704-3, 1062-1042-B on the other side and extending across the National Highway and the Quebec and Lake St. John Railway as far as the south side of the said railway; thence southwestward following the south side of the said railway, to its intersection with the east line of lot No. 285; thence southeastward along the said east line of said lot No. 285 to its intersection with the north line of lot No. 276; thence southwestward following the depth limit of lots Nos. 285, 286, 287, to its intersection with the east limit of lot No. 266 thence southeastward following the depth limit of lots Nos. 276, 275, 274-1, 274-2, 273-1, 272, 271, 270, 270-B to the starting point. The said territory comprises the lots of the official cadastre of the parish of Charlesbourg, county of Quebec, and the following lots are to be detached from the school municipality of Charlesbourg, same county:

Lots Nos: 270, 270-A, 270-B, 271, 272, 273, 273-1, 274-2, 274-1, 275, 276 and its subdivisions, 709 and its sub-divisions, 710 and its subdivisions, 711, 711-1, 712-1, 713-1; 713, 714, 714-A, 715, 715-A, 715-B, 716-A, 716-B, 712, 712-2.

The following lots of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, will be detached from the school municipality of the "Très Carré" of Charlesbourg: lots Nos. 277 and its subdivisions, 278, 279, unsubdivided part bounded on the southeast by lots Nos. 279-3 and 279-2 and the southwest part of 278, 279-A and its subdivisions, 279-2, 279-3, 279-4, 279-5, 705, 708-1 and its subdivisions, 708 and its subdivisions.

The following lots of the same cadastre to be detached from the school municipality of the village of Giffard, county of Quebec: lots Nos: Part of 700, 700-2, 700-5, 700-5-A, 700-6-A, 700-6-B, 700-8, 700-10, 703-2-1, 703-2-1-A, 703-2-1-B, 704, 704-1, 704-3, 704-4, 704-5, 704-6-A, 704-6-B, 704-7, 704-8, 704-9, 704-10. 1062-1042-B, 1062-1042-C, 1062-1042-D, 1062-1042-E.

J.-P. LABARRE,
18970-19-2 Superintendent of Education.

No. 410-47.

Quebec, May 6, 1947.

Application is made to erect into a separate school municipality under the name of "the Catholic school municipality of Rosemère", in the county of Terrebonne, which will include all the territory hereinbelow described and which will be deducted from the school municipality of the parish of Sainte-Thérèse, county of Terrebonne

"Partant d'un point d'intersection de la Rivière des Mille-Iles avec la ligne séparant le lot 77 des lots 78 et 79; de là, passant par les lignes de démarcations suivantes en continuité les unes des autres: ladite ligne séparant le lot 77 des lots 78 et 79 jusqu'au côté sud-est du chemin de la côte de Blainville; une ligne traversant ledit chemin jusqu'à l'axe du chemin appelé Montée Blainville; ledit axe de la Montée Blainville, passant entre les lots 79 et 80 d'un côté, et les lots 75, 74, 73, 72, 71, 70, 69, 68 de l'autre côté jusqu'au prolongement de la ligne séparant les lots 67 et 68 des lots 261 et 268; ledit prolongement et ladite ligne séparant les lots 67 et 68 des lots 261 et 268; la ligne séparant le lot 67 du lot 61, en allant vers le sud-est jusqu'à la limite sud-est du lot 61; la ligne séparant le lot 61 d'un côté d'avec les lots 65 et 62 de l'autre côté; la ligne séparant le lot 61 du lot 58 jusqu'au côté sud du lot 947; une ligne traversant ledit lot 947 (chemin de fer Colonisation du nord de Montréal) jusqu'à la ligne séparant le lot 61 du lot 58; ladite ligne séparant le lot 61 du lot 58; ladite ligne prolongée jusqu'à l'axe de la Rivière-aux-Chiens; ledit axe de la Rivière-aux-Chiens jusqu'à son intersection avec la ligne centrale du chemin de fer de Colonisation du Nord de Montréal vis-à-vis le lot 225; ladite ligne centrale du chemin de fer jusqu'à ce qu'elle intercepte de nouveau l'axe de la Rivière-aux-Chiens près de la ligne séparative des lots 266-227; ledit axe de la Rivière-aux-Chiens dans des directions générales nord et est jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 271; ledit prolongement en allant vers le nord-ouest; et ladite ligne; la ligne sud-ouest du lot 272; une ligne limitant au nord-ouest les lots 272, 24, 23, 22, 21, 18, 17, 16, 14 et 13; la ligne séparant le lot 11 des lots 12 et 13 prolongée jusqu'à l'axe de la Rivière aux Mille Iles; ledit axe en allant vers le sud-ouest et passant au sud-est des îles Nos 923-A, 924, 925, 926, 927, 928, 929, jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 77 et 79, ledit prolongement jusqu'au côté sud-est de l'île 929; ledit côté sud-est de l'île 929 jusqu'au point le plus au sud-ouest de ladite île; une ligne joignant ce dernier point au point le plus au sud-est de l'île 930; de là, contournant l'île 930 par le sud-ouest jusqu'au point le plus à l'ouest de ladite île, et enfin de ce dernier point, une ligne dans la rivière des Mille-Iles jusqu'au point de départ.

"Starting from the point of intersection of the Mille-Iles river with the line separating lot 77 from lots 78 and 79; thence, passing by the following lines of demarcation successively: the said line separating lot 77 from lots 78 and 79 as far as the southeast side of the Blainville hill road; a line crossing the said road as far as the axis of the road called "Montée Blainville"; the said axis of "Montée Blainville", passing between lots 79 and 80 on one side, and lots 75, 74, 73, 72, 71, 70, 69, 68 on the other side as far as the prolongation of the line separating lots 67 and 68 from lots 261 and 268; the said prolongation of the said line separating lots 67 and 68 from lots 261 and 268; the line separating lot 67 from lot 61, running towards the southeast as far as the southeast limit of lot 61; the line separating lot 61 on one side from lots 65 and 62, on the other side; the line separating lot 61 from lot 58 as far as the south side of lot 947; a line crossing said lot 947 (Colonization Railway North of Montreal - Chemin de fer Colonisation du Nord de Montréal), as far as the line separating lot 61 from lot 58; the said line separating lot 61 from lot 58; the said line prolonged as far as the axis of the Rivière-aux-Chiens; the said axis of Rivière-aux-Chiens as far as its intersection with the central line of the Colonization Railway North of Montreal opposite lot 225; the said central line of the railway up to where it again intercepts the axis of the Rivière-aux-Chiens near the division line of lots 266-227; the said axis of the Rivière-aux-Chiens in general directions northward and eastward to the prolongation of the southwest line of lot 271; the said prolongation bearing northwestward, and the said line; the southwest line of lot 272; a line bounding on the northwest lots 272, 24, 23, 22, 21, 18, 17, 16, 14 and 13; the line separating lot 11 from lots 12 and 13 extended as far as the axis of Mille Iles river; the said axis running towards the southwest and passing southeast of Islands Nos. 923-A, 924, 925, 926, 927, 928, 929, to the prolongation of the division line of lots 77 and 79, the said prolongation as far as the southeast side of island 929; the said southeast side of island 929 as far as the farthest southwest point of the said island; a line joining this latter point with the point farthest southeast of the island 930; thence, rounding island 930 on the southwest as far the point farthest west of the said island, and finally from this last point, a line in the Mille-Iles river to the point of commencement.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
18976-19-2-o J.-P. LABARRE.

J.-P. LABARRE,
18976-19-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foy division d'enregistrement de Québec.

Avis est, par la présente donné que les lots 134-4 à 134-25 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 28 avril 1947.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
19026-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste. Foy registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 134-4 to 134-25 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, April the 28th, 1947.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
19026-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Département du Trésor

Treasury Department

AVIS AUX PERSONNES QUI EXPLOITENT DES HIPPODROMES OU TIENNENT DES RÉUNIONS DE COURSES

ATTENDU qu'en vertu de l'article 48 de la Loi des licences aucune personne ne doit assister à une réunion de courses ou entrer sur un terrain occupé pour une réunion de courses, à moins qu'avant d'y entrer cette personne n'ait payé au percepteur du revenu de la province un droit d'entrée équivalent à dix pour cent (10%) du prix d'entrée;

ATTENDU que ce droit est réduit à cinq cents pour chaque admission ou entrée si des gageures, paris ou poules ne sont pas vendus, reçus ou enregistrés à ladite réunion de courses, en vertu du système du pari mutuel;

ATTENDU que l'article 48 ci-haut mentionné édicte que le trésorier de la province peut exiger que la personne qui exploite l'hippodrome ou tient la réunion de courses perçoive ou remette ce droit d'entrée au trésorier de la province en qualité d'agent de ce dernier;

EN CONSÉQUENCE, conformément à l'article 48 de la Loi des licences, le soussigné, trésorier de la province, enjoint par les présentes à toute personne qui, dorénavant exploitera un hippodrome ou réunion de courses, de percevoir comme agent du trésorier de la province le droit prescrit par ledit article 48, de toute personne qui entrera sur un terrain occupé pour une réunion de course ou assistera à une réunion de courses et de faire remise au trésorier de la province; le présent avis devant prendre effet à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Trésorier de la Province,
O. GAGNON.

Bureau du Revenu,
Québec, 23 avril 1947.

19027-o

NOTICE TO PERSONS OPERATING RACE TRACK OR HOLDING RACE MEETINGS

WHEREAS under section 48 of the License Act, Chapter 76, R.S.Q., 1941, no person may attend a race meeting or enter upon the ground occupied for a race meeting, unless before entering such person has paid to the Collector of Provincial Revenue, an entrance duty equal to ten per cent (10%) of the entrance fee;

WHEREAS this duty is reduced to five cents (.05) per attendance if bets, wagers or pools are not sold, received or recorded at such a race meeting, under the pari mutuel system;

WHEREAS the aforementioned section 48 provides that the Provincial Treasurer may require that the person operating the race track or holding the race meeting collect the said duty as agent of the Provincial Treasurer and remit the same to the latter;

WHEREFORE, pursuant to section 48 of the License Act, Chapter 76, R.S.Q., 1941, the undersigned, Provincial Treasurer, hereby directs every person operating a race track or holding a race meeting, to collect as agent of the Provincial Treasurer, the entrance duty prescribed by section 48 of the License Act, Chapter 76, R.S.Q., 1941, from any person entering a race track or attending a race meeting and to remit the proceeds therefrom to the Provincial Treasurer; the present notice to take effect from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

O. GAGNON,
Provincial Treasurer.

Revenue Offices,
Quebec, April 28th, 1947.

19027-o

Examen des Agronomes — Agronomists Examination

LA CORPORATION DES AGRONOMES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

TABLEAU des inscriptions pour l'admission à l'exercice de la profession agronomique

TABLE of entries for admission to the practice of the Profession of Agronomist

Noms et prénoms Names and surnames	Age	Domicile	Institutions
Billette, Marcel	26	St-Stanislas de Kostka	Institut Agricole d'Oka.
Bourassa, Jean-Robert	26	Sainte-Victoire	Institut Agricole d'Oka.
Choinière, Jacques	22	Montréal	Institut Agricole d'Oka.
Choquette, Claude	23	Ville Saint-Laurent	Institut Agricole d'Oka.
Cloutier, Raoul	28	Saint-Victor	Institut Agricole d'Oka.
Cossette, Moïse	25	Saint-Prosper	Institut Agricole d'Oka.
Coulombe, Louis-J.	26	Saint-Gédéon	Ecole Supérieure d'Agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.
Elie, Robert	25	La Baie du Febvre	Institut Agricole d'Oka.
Fortin, David	34	Lac Sainte-Croix	Ecole Supérieure d'Agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.
Gagné, Dominique	26	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	Ecole Supérieure d'Agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.
Girard, Jean-Marc	24	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	Ecole Supérieure d'Agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.
Giroux, Raynald	23	L'Annonciation	Institut Agricole d'Oka.
Goudreault, Pierre	22	Saint-Hilaire	Institut Agricole d'Oka.
Hébert, Joseph-A.	26	Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe	Institut Agricole d'Oka.
Hébert, Paul	25	Saint-Hyacinthe	Institut Agricole d'Oka.
Laporte, Roland	27	Montréal	Institut Agricole d'Oka.
Larocque, A.-B.	28	Montréal	Macdonald College.
Larose, Laurent	27	Verchères	Macdonald College.
O'Donoghue, A. J. A.	25	Montréal	Institut Agricole d'Oka.

Ouellette, Gérard.	24	Sainte-Hélène.	Ecole Supérieure d'Agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.
Piette, René.	24	Sainte-Elisabeth.	Institut Agricole d'Oka.
Riel, René.	23	Sherrington.	Institut Agricole d'Oka.
Rochefort, Bertrand.	25	Aston-Jonction.	Ecole Supérieure d'Agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.
Sauvageau, Léonard.	25	Sainte-Angèle de Laval.	Ecole Supérieure d'Agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.
Saint-Jean, Norman.	27	Québec.	Macdonald College.
Tardif, Laval.	21	Québec.	Ecole Supérieure d'Agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.
Théroux, Martial.	24	Saint-David.	Institut Agricole d'Oka.
Trossman, Walter.	27	Outremont.	Macdonald College.

Montréal, le 1er mai 1947.— Montreal, May 1, 1947.

Le Secrétaire-trésorier
de la Corporation des Agronomes
de la Province de Québec,
RENÉ MONETTE.

18959-19-2-o

RENÉ MONETTE,
Secretary-Treasurer
of La Corporation des Agronomes
de la Province de Québec.

Liquidation, avis de :

Avis est donné qu'à une assemblée générale spéciale des sociétaires de "La Caisse Populaire Desjardins du Séminaire de Mont-Laurier", tenue le 25 février 1947, une résolution a été adoptée pourvoyant à la dissolution de la société précitée, et que MM. l'abbé E. Genest, Guy Beausoleil et Jules Samson ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 28 avril 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
19028-o JEAN BRUCHÉSI.

Winding up Notice :

Notice is given that, at a special general meeting of the members of the society "La Caisse Populaire Desjardins du Séminaire de Mont-Laurier", held on February 25, 1947, a resolution was adopted providing for the dissolution of the aforesaid society, and that Messrs. rev. abbé E. Genest, Guy Beausoleil and Jules Samson have been appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th of April, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
19028 Under Secretary of the Province.

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]
EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT :

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommé pour les fins de la section 2 du chapitre 308, des statuts refondus de Québec 1941 (Loi des paroisses et des fabriques), dans et pour le diocèse catholique romain de Saint-Germain de Rimouski, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au Lieutenant-gouverneur en conseil, le décret de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse, en date du 30 octobre 1946, érigeant en paroisse canonique le territoire ci-après décrit, sous le nom de la paroisse de Saint-Isidore-du-Lac-des-Aigles, dans le comté de Rimouski;

ATTENDU que le secrétaire des dits commissaires a, de plus, transmis un certificat attestant qu'après la publication de ce décret et des avis requis, conformément aux dispositions des dits statuts, il n'a été déposé à son bureau, dans le délai accordé par la loi, aucune opposition à la

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec,
[L. S.]
EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these present shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS the secretary of the Commissioners duly appointed for the purposes of section 2 of chapter 308, of the Revised Statutes of Quebec, 1941 (Parish and Fabrique Act) in and for the Roman Catholic Diocese of Saint-Germain de Rimouski, in Our Province of Quebec, as canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical Authorities, has, under authority of the said statute, transmitted to the Lieutenant-Governor in Council, the decree of the Ecclesiastical Authority of the said diocese, bearing date the 30th day of October, 1946, erecting into a canonical parish the territory hereinafter described, under the name of the parish of Saint-Isidore-du-Lac-des-Aigles, in the county of Rimouski;

WHEREAS the secretary of the said commissioners has, moreover, transmitted a certificate attesting that after the publication of the said decree and of the required notices, in conformity with the provisions of the said statutes, there has been filed at his office, within the delay granted

reconnaissance du dit décret canonique pour les fins civiles;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret, en date du 24 avril 1947, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes assignées par le dit décret canonique à la paroisse de Saint-Isidore-du-Lac-des-Aigles, comme suit, savoir:

Un territoire comprenant les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Bédard sous les numéros suivants tous inclus: 1 à 14, 15a, 15b, 16 à 30, 31a, 31b et 32 à 34 du rang 1; 1 à 17, 18a, 18b, 19a, 19b et 20 à 34 du rang 11; et les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Biencourt sous les numéros suivants tous inclus: 1 à 25, 26a, 26b, 27a, 27b et 28 à 50 du rang 1; 1 à 26 du rang 11-N.-E.; 27 à 50 de chacun des rangs 11-N.-O. et 11-S.-E.; 1 à 14 et 27 à 50 du rang 111-N.-O.; et dont les limites se décrivent comme suit: partant du coin commun aux cantons de Biencourt, Bédard, Chénier et Laroche; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: la ligne séparative des cantons de Biencourt et de Laroche, la ligne séparative des rangs 111-N.-O. et IV du canton de Biencourt prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Touladie, le dit axe de la rivière Touladie jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 50 du rang 111-N.-O. du canton de Biencourt, ce dernier prolongement, cette dernière ligne, une ligne limitant au sud-ouest le lot 50 dans chacun des rangs 11-S.-E., 11-N.-O. et 1 du canton de Biencourt et traversant le lac des Aigles, la ligne séparative des cantons de Biencourt et de Bédard jusqu'à la ligne nord-est du lot 35 du rang 1 du canton de Bédard; de là, dans le canton de Bédard: la ligne nord-est du lot 35 dans chacun des rangs 1 et 11, la ligne séparative des rangs 11 et 111 et enfin, la ligne séparative des cantons de Bédard et de Chénier jusqu'au point de départ; lequel territoire sera, quant aux lots 48, 49, et 50 de chacun des rangs 1, 11-N.-O., 11-S.-E. et 111-N.-O. du canton de Biencourt, détaché de la paroisse de Saint-Michel-du-Squatec et sera en entier, ensemble avec les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites, érigé en une paroisse pour les fins civiles sous le nom de "paroisse de Saint-Isidore-du-Lac-des-Aigles" dans le comté de Rimouski.

Et nous avons ordonné et déclaré et par les présentes ordonnons et déclarons, que la paroisse de Saint-Isidore-du-Lac-des-Aigles, dans le comté de Rimouski, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions des dits statuts.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec.

by law, no opposition to the acknowledgment of said canonical decree, for civil purposes;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated April 24, 1947, We have confirmed, established and acknowledged and do hereby confirm, establish and acknowledge the limits and boundaries assigned by the said canonical decree to the parish of Saint-Isidore-du-Lac-des-Aigles, as follows, to wit:

A territory comprising the lots known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the township Bédard under the following numbers, all inclusively: 1 to 14, 15a, 15b, 16 to 30, 31a, 31b and 32 to 34 of range 1; 1 to 17, 18a, 18b, 19a, 19b, and 20 to 34 of range 11; and the lots known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the township Biencourt under the following numbers, all inclusively: 1 to 25, 26a, 26b, 27a, 27b, and 28 to 50 of range 1; 1 to 26 of range 11 N.E.; 27 to 50 of each of ranges 11 N.W., and 11 S.E.; 1 to 14 and 27 to 50 of range 111 N.W.; and whereof the limits are described as follows: starting from the common corner at the townships of Biencourt, Bédard, Chénier and Laroche; thence, passing by the following lines and demarcations successively: the division line of the townships Biencourt and Laroche, the division line of ranges 111 N.W. and IV of the township Biencourt extended as far as the axis of the Touladie river, the said axis of the Touladie river to the prolongation of the southwest line of lot 50 of range 111 N.W., of the township Biencourt, this latter prolongation, this last line, a line bounding on the southwest lot 50 in each of ranges 11 S.E., 11 N.W., and 1 of the township Biencourt and crossing Lac des Aigles, the division line of the townships Biencourt and Bédard as far as the northeast line of lot 35 of range 1 of the township Bédard; thence, in the township of Bédard; the northeast line of lot 35 in each of ranges 1 and 11, the division line of ranges 11 and 111 and finally the division line of the townships Bédard and Chénier to the point of commencement; the said territory to be, as regards lots 48, 49 and 50 of each of ranges 1, 11 N.W., 11 S.E., and 111 N.W., of the township Biencourt, detached from the parish of Saint-Michel-du-Squatec and to be, in entirety, together with the roads, rivers, lakes, watercourses or parts of same, comprised within the limits above described, erected into a parish for civil purposes under the name of "Parish of Saint-Isidore-du-Lac-des-Aigles" in the county of Rimouski.

And we have ordained and declared and, do hereby ordain and declare, that the parish of Saint-Isidore-du-Lac-des-Aigles, in the county of Rimouski, described above, will be a parish for all civil purposes, in conformity with the provisions of the said Statutes.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce trentième jour d'avril en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
19029-o JEAN BRUCHÉSI.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this thirtieth day of April, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty seven, and the eleventh year of Our Reign.

By command.

JEAN BRUCHÉSI,
19029 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Avis est donné que la compagnie O'Leary & Company Limited, constituée en corporation en date du 14 novembre 1945 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 1405 de la rue Peel.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 29ième jour d'avril, 1947.

Le Secrétaire,
19030-o JACQUES FLYNN.

Avis de la situation du bureau principal de "Plomberie St-Maurice Limitée — St-Maurice Plumbing Limited"

Avis est donné que la compagnie "Plomberie St-Maurice Limitée — St-Maurice Plumbing Limited" constituée en corporation par Lettres Patentes en date du 31 mars 1947, et ayant son bureau principal dans la Cité des Trois-Rivières, a établi son bureau au numéro 1625 de la rue Royale, en la Cité des Trois-Rivières.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré comme étant son bureau principal.

Donné aux Trois-Rivières, ce 1er avril 1947.

Le Secrétaire de "Plomberie St-Maurice Limitée — St-Maurice Plumbing Limited,"
19031-o J.-Ls. JOURDAIN.

LANGSON HOLDINGS CORPORATION

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Langson Holdings Corporation, constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec le 8 avril 1947, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 5342 avenue Duquette, Montréal.

Daté à Montréal, le 17 avril 1947.

Le Secrétaire,
19032 RUTH LAING.

Soumissions

VILLE DE MONT-ROYAL

Demande de soumission

Avis est par les présentes donné que le conseil de la Ville de Mont-Royal recevra, à compter de la date de la publication du présent avis au 2ième jour de juin, 1947 à cinq heures, p.m., à l'hôtel de ville, 1020 boulevard Laird, Ville de Mont-Royal, des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumission pour obligations de la ville de Mont-Royal" pour l'achat de \$495,000. d'obligations datées le 1er mai, 1947 émises sous l'autorité de ses règlements Nos. 186, 188, 189 et 200 et remboursables suivant le tableau ci-après:

Head Offices

Notice is hereby given that O'Leary & Company Limited, incorporated by Letters Patent on the 14th day of November 1945, and having its head office in the city of Montreal, has established its head office at 1405 Peel Street, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 29th day of April, 1947.

JACQUES FLYNN,
19030-o Secretary.

Notice of the situation of the Head Office of Plomberie St-Maurice Limitée — St-Maurice Plumbing Limited"

Notice is given that the company "Plomberie St-Maurice Limitée — St. Maurice Plumbing Limited", incorporated by letters patent under date of March 31, 1947, and having its head office in the city of Trois-Rivières, has established its office at number 1625 Royale Street, in the city of Trois-Rivières.

From and after the date of the present notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Trois-Rivières, April 1, 1947.

J. Ls. JOURDAIN,
Secretary of "Plomberie St-Maurice Limitée — St-Maurice Plumbing Limited":
19031 St. Maurice Plumbing Limited":

LANGSON HOLDINGS CORPORATION

Notice is hereby given that Langson Holdings Corporation, incorporated by Letters Patent of the Province of Québec on the 8th day of April, 1947, and having its head office in the City of Montreal, Province of Québec, has established its office at 5342 Duquette Avenue, Montreal.

Dated at Montreal, this 17th day of April, 1947.

RUTH LAING,
19032-o Secretary.

Tenders

TOWN OF MOUNT ROYAL

Application for Tender

Notice is hereby given that the Council of the Town of Mount Royal will receive from the date of the publication of this notice to the 2nd day of June, 1947 at five o'clock p.m., at the Town Hall, 1020 Laird Boulevard, Town of Mount Royal, written tenders, sealed and endorsed "Tenders for Bonds of the Town of Mount Royal", for the purchase of \$495,000. of bonds of the Town of Mount Royal dated May 1st, 1947 issued under the authority of its by-laws Nos. 186, 188, 189 and 200 and redeemable serially as set forth in the following table:

1er mai	Montant	May 1st	Amount
1948	\$21,500.00	1948	\$21,500.00
1949	27,000.00	1949	27,000.00
1950	27,500.00	1950	27,500.00
1951	27,500.00	1951	27,500.00
1952	28,000.00	1952	28,000.00
1953	29,000.00	1953	29,000.00
1954	19,500.00	1954	19,500.00
1955	20,000.00	1955	20,000.00
1956	21,000.00	1956	21,000.00
1957	21,500.00	1957	21,500.00
1958	22,500.00	1958	22,500.00
1959	22,500.00	1959	22,500.00
1960	23,000.00	1960	23,000.00
1961	24,500.00	1961	24,500.00
1962	24,500.00	1962	24,500.00
1963	25,500.00	1963	25,500.00
1964	26,500.00	1964	26,500.00
1965	26,500.00	1965	26,500.00
1966	28,000.00	1966	28,000.00
1967	29,000.00	1967	29,000.00
Total: \$495,000.00		Total: \$495,000.00	

Les soumissions peuvent être faites pour des obligations portant intérêt au choix à 2, 2½, 2½ ou 2¾% et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance. L'intérêt sera payable le 1er mai et novembre de chaque année ainsi que le capital, à la Banque mentionnée dans la procédure d'emprunt. Les obligations seront des obligations à coupures et seront émises en dénominations de \$500 et \$1,000 et pourront être enregistrées quant au capital seulement.

Les obligations seront remboursables à leur valeur au pair et les intérêts accrus, sans prime, à toutes dates d'intérêt sur avis de pas moins que 30 jours et pas plus que 60 jours avant la date d'échéance, le tout conformément aux provisions du chapitre 212 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1941.

Les soumissions seront prises en considération à une assemblée spéciale du conseil qui sera tenue à l'hôtel de ville, 1020 blvd, Laird, Ville de Mont-Royal, le 2ième jour de juin, 1947 à 7.30 p.m. ou après cette date aussitôt que le Conseil pourra se réunir.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque tiré sur une banque à charte du Canada, à l'ordre de la ville Mont-Royal, pour un montant égal à un pour cent de la valeur de l'émission.

Chaque soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou non les intérêts accrus sur les obligations à la date de leur livraison.

Cette émission a pour objet de financer la construction et l'installation d'égouts, l'hôtel de ville, chemins, trottoirs, bordures, canalisation, éclairage et autres travaux publics et aussi de financer l'achat de la machinerie.

La ville de Mont-Royal se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions et toute acceptation d'icelles est sujette à la ratification de la Commission métropolitaine de Montréal.

Les règlements susdit ont été approuvés ou seront approuvés par la Commission métropolitaine de Montréal, et par le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Tous autres détails peuvent être obtenus en s'adressant au soussigné.

Donné à la ville de Mont-Royal, ce 13ième jour de mai, 1947.

Le Secrétaire-Trésorier,
D. W. LOUGH.

19041-o

Tenders may be made for bonds bearing interest optionally at 2, 2½, 2½, or 2¾% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturity. Interest will be payable on the 1st day of May and November of each year, with the capital, at the bank mentioned in the loan procedure. The bonds will be coupon bonds and will be issued in denominations of \$500. and \$1,000. and will be registerable as to principal only.

The bonds may be redeemed at the par value thereof and accrued interest, without premium, at any interest date on not less than 30 nor more than 60 days notice before the date of redemption, the whole in conformity with the provisions of Chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

The tenders will be taken into consideration at a special sitting of the Council to be held in the Town Hall, 1020 Laird Boulevard, Town of Mount Royal, on the 2nd day of June, 1947 at 7.30 o'clock p.m. or so soon thereafter as the Council may be convened.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque on a chartered bank of Canada to the order of the town of Mount Royal, for an amount equal to 1% of the value of the issue.

Every tender must specify whether the price offered does or does not include the interest accrued on the bonds at the time of their delivery.

The object of the issue is to finance the purchase of machinery, the construction and installation of sewers, roads, sidewalks, curbs, water mains, lighting, Town Hall, and other public works.

The Town of Mount Royal reserves the right of accepting neither the highest nor any of the tenders and any acceptance thereof shall be subject to ratification by the Honourable the Minister of Municipal Affairs and by the Montreal Metropolitan Commission.

The above mentioned by-laws have been or will have been approved by the Montreal Metropolitan Commission and the Lieutenant-Governor in Council.

Any other details may be obtained by applying to the undersigned.

Given at the Town of Mount Royal, this 13th day of May, 1947.

Secretary-Treasurer.
D. W. LOUGH,

19041-o

Ventes par licitation

Sales by Licitation

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, N° 251 566.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 251 566

Avis vous est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le deuxième jour de mai 1947, rendu par l'honorable Juge Rhéaume, dans une cause où Paul Henri Renaud, fonctionnaire, Léon-Jacques Renaud, aide-camionneur, des cité et district de Montréal sont demandeurs; et Henri Skelly, sr., William Skelly, Wilfrid Skelly, sr., reutiers, dame Antoinette Skelly, veuve de Raoul Barré, des cité et district de Montréal, Huet Massue, ingénieur civil de la Cité de Montréal, district de Montréal, Aimé Massue, investigateur et dame Béatrice Bayard, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph Roméo Bourdeau, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, des cité et district de Montréal, sont défendeurs; et Henri Skelly, jr., Wilfrid Skelly, jr., fils d'Henry Skelly, sr., ci-dessus désigné, résidant et domiciliés en la cité de Détroit dans l'état de Michigan, l'un des États-Unis d'Amérique, Jacques Lesage, agent, de St-Eustache, district de Terrebonne, dame Marguerite Barré, épouse contractuellement séparée de biens de l'honorable Dr. Gaspard Fauteux, M. P., de la cité de Westmount, district de Montréal et ce dernier tant pour autoriser son épouse aux fins des présentes qu'en sa qualité de curateur à la substitution James Skelly, et Téléphore Brassard, en sa qualité de registrateur de la division d'enregistrement de la cité de Montréal, sont mis-en-cause, il est ordonné de vendre par licitation, certains immeubles désignés comme suit, savoir:

1.— un emplacement situé dans le quartier St-Louis dans la cité de Montréal et composé:

a) d'un lot de terre faisant partie du lot N° quatre-vingt-seize aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St. Louis, mesurant dix-huit pieds et neuf pouces de largeur par trente-trois pieds trois pouces de profondeur, mesure anglaise, et borné en front au sud-est par la rue Vitré, en arrière au nord-ouest par partie de l'emplacement ci-après décrit, au nord-est par un passage faisant partie du lot quatre-vingt-dix-sept des susdits plan et livre de renvoi officiels et au sud-ouest par une autre partie du lot quatre-vingt-seize;

b) d'un lot formant partie du lot N° quatre-vingt-dix-sept aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St. Louis, mesurant dix-huit pieds et huit pouces de largeur dans ses deux lignes sud-est de nord-ouest par vingt pieds de profondeur, dans les lignes sud-ouest et nord-est, borné au sud-ouest par une autre partie dudit lot N° quatre-vingt-dix-sept, au nord-est par un passage faisant partie dudit lot quatre-vingt-dix-sept appartenant à Édouard Lafleur ou représentant, au sud-est par la partie ci-dessus décrite du lot quatre-vingt-seize et au nord-ouest par une autre partie dudit lot quatre-vingt-dix-sept.

Avec droit de passage en commun sur ledit lot quatre-vingt-seize dans un passage de neuf pieds de largeur, mesure anglaise, qui se trouve entièrement sur la partie sud-ouest dudit lot quatre-vingt-seize pour communiquer à la rue Vitré;

Avec une maison en bois lambrissée en brique portant maintenant le N° civique 77 de la rue Vitré et autres bâtisses dessus construites;

2.— un emplacement situé dans le quartier St. Jacques, de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant et comprenant:

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, the second day of May 1947, rendered by the Honourable Justice Rhéaume, in a case wherein Paul-Henri Renaud, civic employee and Léon-Jacques Renaud, trucker-helper, of the City and District of Montreal are plaintiffs; and Henri Skelly, sr., William Skelly, Wilfrid Skelly, sr., fundholders, Dame Antoinette Skelly, widow of Raoul Barré, of the City and District of Montreal, Huet Massue, civil engineer of the City of Montreal, District of Montreal, Aimé Massue, investigator and Dame Béatrice Bayard, wife separate as to property by marriage contract of Joseph Roméo Bourdeau, and the said Joseph Roméo Bourdeau to authorize his wife for the purposes hereof, are defendants; and Henri Skelly, jr., Wilfrid Skelly, jr., sons of Henri Skelly, sr., above designated, residing and domiciled in the City of Detroit, in the State of Michigan, one of the United States of America, Jacques Lesage, agent, of St-Eustache, District of Terrebonne, Dame Marguerite Barré, wife separate as to property by marriage contract of the Honourable Gaspard Fauteux, M. P., of the City of Westmount, District of Montreal and the said Dr. Gaspard Fauteux to authorize his wife for the purposes hereof and in his quality of curator to the substitution James Skelly and Téléphore Brassard, in his quality of registrar of the Registry Division of the City of Montreal, mis-en-cause, it is ordered to sell by licitation, some immovables designated as follows:

1.— "An emplacement situated in the St Louis Ward, in the City of Montreal and comprising:

a) a lot of land being part of lot number ninety-six of the official Plan and book of reference of St Louis Ward, measuring eighteen feet and nine inches in width by thirty-three feet three inches in depth, English measure and bounded at the front on the South-East by Vitre Street, at the back on the North-West by part of the emplacement hereafter described, on the North-East by a passage way being a part of lot ninety-seven of the above mentioned official plan and book of reference and on the South-West by another part of lot ninety-six;

b) a lot forming part of the lot number ninety-seven at the official plan and book of St-Louis Ward, measuring eighteen feet and eight inches in width in its two lines South-East to North-West, by twenty feet in depth in the lines South-West and North-West, bounded on the South-West by another part of said lot number ninety-seven, on the North-East by a passage way being part of said lot ninety-seven, belonging to Edward Lafleur or representatives, on the South-East by the part above described of lot ninety-six and on the North-West by a part of said lot ninety-seven.

With right of way in common on said lot ninety-six in a passage way of nine feet in width, English measure, which is entirely on the South West part of said lot ninety-six to communicate with Vitre Street;

With a wood and brick house now bearing civic number 77, Vitre Street, and other buildings thereon erected;

2.— "An emplacement situated in St James Ward, in the City of Montreal, known and designated as being and comprising:

a) cette partie sud-est du lot dix-sept de la subdivision officielle du lot originaire huit cent quarante-six (846-17) du cadastre du quartier St. Jacques, dans la cité de Montréal, contenant vingt pieds de largeur par quatre-vingt-douze pieds de profondeur, mesure française, et plus ou moins, puis prenant une largeur de vingt-cinq pieds par une nouvelle profondeur de cinquante-trois pieds et bornée en front au nord-est par la rue St. Hubert, en arrière par la ruelle Providence, du côté nord-ouest par le résidu dudit lot 846-17 et partie par la partie du lot 846-18 du même cadastre et au sud-est par le lot N° 846-16 du même cadastre;

b) cette partie sud-ouest du lot N° dix-huit de la subdivision officielle dudit lot huit cent quarante-six (846-18) contenant vingt-cinq pieds de front par cinquante-trois pieds de profondeur mesure française, plus ou moins, bornée en front au nord-est, par le résidu dudit lot 846-18, au sud est par partie du lot 846-17, du même cadastre, en arrière, par la ruelle Providence, et au nord-ouest par la partie du lot huit cent quarante-sept ci-après décrite;

c) cette partie sud-ouest du lot huit cent quarante-sept desdits plan et livre de renvoi officiels, contenant dix pieds de largeur par cinquante-trois pieds de profondeur, plus ou moins, mesure française, bornée en front au nord-est par partie du lot huit cent quarante-sept du même cadastre, en arrière, par la ruelle Providence, au nord-ouest, par une autre partie du lot huit cent quarante-sept et du côté sud-est par la partie dudit lot 846-18 ci-dessus décrite; le tout avec les bâtisses dessus construites portant maintenant les Nos. civiques 1738 et 1746 de la rue St. Hubert et 1767 à 1779 ruelle Providence.

Ainsi que le tout se poursuit et comporte avec toutes les servitudes actives et passives affectant lesdits lots.

3.— un lot de terre situé dans le quartier St. Jean Baptiste dans la cité de Montréal, mesurant dix-neuf pieds et dix pouces de front par quatre-vingt-dix-huit pieds et six pouces de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise, borné en front par l'Avenue Mont-Royal en arrière par une ruelle portant le N° six cent quatre-vingt-quatorze de la subdivision du lot originaire quinze (15-694) aux plan et livre de renvoi officiels du Village St. Jean Baptiste, du côté N.E. partie par la partie de la subdivision cinq du lot quatorze (14-5) et partie par la partie N. E. du lot six cent quatre-vingt-treize de la subdivision du lot originaire quinze (15-693), du côté S.O. partie par la partie S.O. du lot N° quatre-subdivision du lot originaire quinze (15-4) et partie par la partie S.O. du lot N° quinze (15) avec droit de passage dans la ruelle avec tous autres y ayant droit et composé ledit emplacement des parties des lots de cadastre ci-après décrites, savoir:

a) de la partie N.E. du lot N° quatre de la subdivision officielle du lot originaire quatorze (14-4) aux Plan et Livre officiels du village St. Jean Baptiste, mesurant dix-huit pieds et quatre pouces et demi de largeur par la profondeur dudit lot, borné en front par l'Avenue Mont-Royal, en arrière par la partie ci-après décrite du lot six cent quatre-vingt-treize de la subdivision du lot originaire quinze (15-693) des susdits Plan et livre de renvoi officiels, du côté N.E. par le lot N° cinq de la subdivision dudit lot quatorze (14-5) et du côté S.O. par le résidu dudit lot (14-4):

b) de la partie S.O. du lot cinq de la subdivision officielle du lot quatorze (14-5) des susdits

a) that South-East part of lot seventeen of the official subdivision of the original lot eight hundred and forty-six (846-17) of the cadaster of St James Ward, in the City of Montreal, containing twenty feet in width by ninety-two feet in depth, French measure, and more or less, then taking a width of twenty-five feet be a new depth of fifty-three feet and bounded at the front on the North-East by St Hubert Street, at the back by Providence Lane, on the North-West by the remaining part of said lot 846-17 and part by part of lot eight-hundred and forty-six-eighteen of the same cadaster and on the South-East by lot number 846-16 of the same cadaster;

b) that South-West part of lot eighteen of the official subdivision of said lot eight-hundred and forty-six (846-18) containing twenty-five feet at the front by fifty-three feet in depth, French measure, more or less, bounded at the front on the North-East, by the remaining part of said lot 846-18, on the South-East by part of lot 846-17, of the same cadaster, at the back by Providence Lane, and at the North-West by the part of lot number eight hundred and forty-seven hereafter described;

c) that South-West part of lot eight hundred and forty-seven of said official plan and book containing ten feet in width by fifty three feet in depth, more or less, French measure, bounded at the front on the North-East by part of lot eight hundred and forty-seven of the same cadaster, at the back, by Providence Lane, on the North-West, by another part of lot eight hundred and forty-seven and on the South-East side by part of said lot 846-18 above described the whole with buildings erected thereon now bearing the civic numbers 1738-40 St Hubert Street, and numbers 1767-79 Providence Lane.

As the whole comprises, with the active and passive servitudes attached to said lots.

3.— "A lot of land situated in St Jean Baptiste Ward, in the City of Montreal, measuring nineteen feet and ten inches at the front by ninety-eight feet and six inches in depth, the whole more or less, English measure, bounded at the front by Mount Royal Avenue, at the back by a lane, bearing number six hundred and ninety-four of the subdivision of the original lot number fifteen (15-694) at the plan and book of reference of the village of St Jean Baptiste, on the North-East side, part by the part the subdivision five of lot fourteen (14-5) and part by part North-East of lot six hundred and ninety-three of the subdivision of the original lot fifteen (15-693), on the South-West side part by part S.-W. of lot number four of the subdivision of original lot fifteen (15-4) and part by part S.-W. of lot number fifteen (15) with right of way in the lane with all others having the same right and said emplacement comprising parts of lots of cadaster hereafter described, viz:

a) of the N.-E. part of lot number four of the official subdivision of the original lot number fourteen (14-4) at the official plan and book of the village of St Jean Baptiste, measuring eighteen feet and four inches and a half in width by the depth of said lot bounded at the front by Mount Royal Avenue, at the back by the part hereafter described of lot number six hundred and ninety-three of the subdivision of the original lot number fifteen (15-693) of the above official plan and book of reference, on the N.-E. side by lot number five of the subdivision of said number fourteen (14-5) and the S.-W. side by the remaining part of said lot (14-4);

b) of the S.-W. part of lot five of the official subdivision of lot fourteen (14-5) of the above

Plan et livre de renvoi officiels, mesurant sept pieds et quatre pouces et demi de largeur par la profondeur de ce lot, borné en front au N.O. par l'Avenue Mont-Royal, en arrière par la partie ci-après du lot N° six cent quatre-vingt-treize de la subdivision dudit lot (15-5) et du côté S.O. par la partie ci-dessus décrite dudit lot (14-4);

c) d'une partie du lot N° six cent quatre-vingt-treize de la subdivision officielle du lot originaire quinze (15-693) aux plan et livre de renvoi officiels du Village St. Jean Baptiste, contenant dix-neuf pieds et dix pouces et demi de largeur, par la profondeur qui peut s'y trouver à partir des parties des dits lots N° (14-4 et 5) ci-dessus décrites, qui la bornent au N.O. jusqu'à la ruelle qui la borne au S.E. et bornée des deux côtés par d'autres parties dudit lot N° 15-693.

Avec droit de passage dans ladite ruelle avec tous autres y ayant droit.

Sur ce terrain sont érigées les bâtisses suivantes savoir:

1° Une maison en bois lambrissée en brique, portant maintenant les Nos. 312, 314 de la rue Mont-Royal Est, les pignons de la maison sont mitoyens, 2° Un hangar en bois;

Les dits emplacements ou immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés séparément au plus offrant et dernier enchérisseur, JEUDI, le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN 1947, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi par la dite Cour, à la Chambre 31, au Palais de Justice, à Montréal, ou dans toute autre chambre de la dite Cour supérieure désignée par le juge pour la dite vente, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Protonotaire de la dite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au Greffe du Protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de: a) trois cents dollars devra être fait par l'enchérisseur lors de son enchère pour l'emplacement situé dans le quartier St-Louis;

b) deux mille dollars pour l'emplacement situé dans le quartier St-Jacques;

c) mille dollars pour l'emplacement situé dans le quartier St-Jean-Baptiste;
Montréal, le 9 mai 1947.

Les Procureurs des demandeurs,
19035-20-20 MAYRAND, DESLAURIERS
& TRÉPANIÉ.

official plan and book measuring seven feet and four inches and a half in width by the depth of that lot, bounded at the front on the N.-W. by Mont Royal Avenue, at the back by the hereafter part of lot number six hundred and ninety-three of the subdivision of said lot (15-5) and on the S.-W. side by the above described part of said lot (14-4);

c) of a part of lot number six hundred and ninety-three of the official subdivision of the original lot number fifteen (15-693) at the official plan and book of the Village of St Jean Baptiste, containing nineteen feet and ten inches and a half in width, by the depth that may be starting from the parts of said lots numbers (14-4 and 5) above described, which bound it on the N.-W. as far as the lane that bounds it at the S.-E. and bounded on both sides by parts of said lot number 15-693.

With right of way in said lane with all others with the same right. On that land are erected the following building viz: 1° a wood and brick house, now bearing the civic numbers 312 and 314 of Mount Royal Avenue, the pinions of the house are joint: 2° a wooden shed.

The said emplacements or immovable above designated will be sold by auction and adjudged, separately to the highest and last bidder, THURSDAY, the NINETEENTH day of JUNE 1947 at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon by the said Court, in Room 31, in the Court House, at Montreal, or in any other room of the said Superior Court designated by the judge for the said sale, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within the six days following the adjudication; and, failing the filing by the parties of the said opposition within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of: a) three hundred dollars must be made by the bidder at the time of his bid for the emplacement in St Louis Ward;

b) two thousand dollars on the emplacement in St James Ward;

c) one thousand dollars on the emplacement in St Jean Baptiste Ward;
Montreal, May 9th, 1947.

MAYRAND, DESLAURIERS & TRÉPANIÉ,
19035-20-20 Attorneys for Plaintiffs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Sorel, dans le district de Richelieu, le 10 mai 1947, dans une cause portant le numéro 10748 des dossiers de la Cour Supérieure pour le district de Richelieu, dans laquelle Dame Marie-Ange Lefebvre, du village de St-Guillaume d'Upton, district de Richelieu, épouse commune en biens de Patrice Brouillard, marchand du même lieu et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, est demanderesse, vs dame Albertine Lefebvre, de la ville de Rivière du Loup, district de Kamouraska, veuve de Arthur Côté, en son vivant, du même lieu et Clarinthe Tessier, des cité et district de

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Sorel, in the district of Richelieu, on May 10, 1947, in a case bearing No. 10748 of the records of the Superior Court for the district of Richelieu, wherein Dame Marie-Ange Lefebvre, of the village of St-Guillaume d'Upton, district of Richelieu, wife common as to property of Patrice Brouillard, merchant of the same place, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, is plaintiff; vs Dame Albertine Lefebvre, of the city of Rivière du Loup, district of Kamouraska, widow of Arthur Côté, in his lifetime of the same place, and Clarinthe Tessier, of the city and district of

Montréal, veuve de Wilfrid Lefebvre, en son vivant, médecin du même lieu, défenderesses, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Les lots entiers numéros cinq cent treize, cinq cent quatorze, cinq cent trente-sept, cinq cent soixante-dix-neuf et moitié nord-est du lot numéro cinq cent trente-six (Nos 513, 514, 537, 579 et ½ N. E. 536) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Guillaume, comté d'Yamaska et contenant, le dit lot No. 537 environ deux arpents de largeur sur vingt-six arpents de profondeur, le dit lot No. 513, trois arpents de largeur sur toute la profondeur du dit lot, le dit lot No. 514, deux arpents de largeur sur toute la profondeur du dit lot, le lot No. 579, contenant quarante-neuf arpents de profondeur sur cent cinquante pieds de largeur et la dite partie nord-est du lot No. 536 un arpent et demi de largeur sur toute la profondeur du dit lot, le tout mesure anglaise et plus ou moins.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le 20 juin 1947, au bureau du Protonotaire, au palais de Justice, à Sorel, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Drummondville, 12 mai 1947.

Les Procureurs de la demanderesse

et al.

19048-20-2 RINGUET & SAINT-PIERRE.

Montreal, widow of Wilfrid Lefebvre, in his lifetime a physician, of the same place, defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit:

The whole of lots numbers five hundred and thirteen, five hundred and fourteen, five hundred and thirty-seven, five hundred and seventy-nine and the northeast half of lot number five hundred and thirty-six (Nos. 513, 514, 537, 579 and N. E. ½ 536) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Guillaume, county of Yamaska, the said lot No. 537, measuring about two arpents in width by twenty-six arpents in depth, said lot No. 513, three arpents in width by the whole depth of the said lot, said lot No. 514, two arpents in width by the whole depth of the said lot, lot No. 579, measuring forty-nine arpents in depth by one hundred and fifty feet in width and the said northeast part of lot No. 536 one arpent and one half in width, by the whole depth of said lot, the whole English measure and more or less.

The above described immovables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the twentieth day of June, 1947, at the office of the Prothonotary, in the Court House at Sorel, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the prothonotary of the said court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within the six days following the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Drummondville, May 12, 1947.

RINGUET & SAINT-PIERRE,

Attorneys for plaintiff

19048-20-2

et al.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Cour d'Échiquier du Canada

Province de Québec,
District électoral d'Abitibi } LA COUR D'É-
à Val d'Or, } CHIQUELIER
N° 22910. } DU CANADA ver-
sus JOHN ORES-
KO, autrefois de Val d'Or, district d'Abitibi, et maintenant de lieux inconnus.

La moitié indivise du lot de terre connu et désigné comme étant le numéro 331-34 du cadastre officiel du canton Bourlamaque, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale de Val d'Or, le JEUDI, DIX-NEUVIÈME jour de JUIN 1947, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,
FERDINAND GÉRAIS.

Bureau du Shérif,
Amos, 13 mai 1947. 19050-20-2
[Première insertion, 17 mai 1947]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Exchequer Court of Canada

Province of Québec, } THE EXCHE-
Electoral District of Abitibi } QUEBEC
at Val d'Or, } COURT OF CA-
No. 22910. } NADA versus
JOHN ORESKO, heretofore of Val d'Or, district of Abitibi, and now of parts unknown.

The undivided half of the lot of land known and designated as number 331-34 of the official cadastre for the township Bourlamaque, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, to be sold at the parochial church door of Val d'Or, on THURSDAY the NINETEENTH day of JUNE, 1947, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

FERDINAND GÉRAIS,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, May 13, 1947. 19050-20-2
[First insertion, May 17, 1947]

Cour supérieure — District d'Abitibi
N° V-977 { **MOISE GRONDIN**, de Val d'Or
versus **HAYES CADILLAC**
MINES LIMITED, sans place d'affaires connue dans la province, à savoir:

Comme appartenant à la défenderesse les droits miniers sur les claims Nos A-99231, A-99232, A-99233, A-99234, A-99502, A-99503, A-99504, A-99505, A-99506, A-99507, A-99215, A-99216, A-99211 et A-99212, tous dans le canton Louvicourt, le tout avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, seront vendus en bloc au Bureau d'enregistrement d'Abitibi, à Amos, MARDI 17 JUIN 1947, à DIX heures du matin (Heure avancée).

Le Shérif,
Cabinet du shérif, **FERDINAND GERVAIS**
Amos, 7 mai 1947. 19036-20-2-o
[Première insertion, 17 mai 1947]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour de Magistrat

N° 4470 { **WALTER GALL**, domicilié à
Hamilton, province d'Ontario, demandeur, vs **JOS RYZTLO**, mineur, autrefois de Malartic, district d'Abitibi, et maintenant de lieux inconnus.

La moitié indivise du lot numéro 512 bloc 3 canton Fournière, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Malartic le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN 1947, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **FERDINAND GERVAIS**
Amos, 13 mai 1947. 19049-20-2-o
[Première insertion, 17 mai 1947]

SAGUENAY

Dans la Cour Supérieure

Canada, { **JOSEPH TRUDEL**, de
Province de Québec, { **St-Irénée**, entrepreneur
District de Saguenay { demandeur-requérant vs
N° 6927 { **LES HÉRITIERS DE**
FEU ULYSSE GAUTHIER, de son vivant domicilié à St-Irénée, cultivateur, défendeurs-intimés.

1. Pour être vendus en la paroisse de St-Irénée, comté de Charlevoix, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de MAI, en l'année mil neuf cent quarante-sept (le 27 mai, 1947) à la porte de l'église paroissiale, à DIX heures de l'avant-midi:

a) Une terre étant et composant les lots désignés par les numéros 104, 106, 107, 108, 109 et 110 au cadastre officiel de la paroisse de St-Irénée, comté de Charlevoix, située en la dite paroisse, en la concession St-Thomas, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

b) une terre étant et composant les lots numéros 114 et 115 du même cadastre, situés au même endroit;

c) un emplacement étant et composant le lot numéro 105 du même cadastre et situé au même endroit avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

d) les lots numéros 111 et 118 du même cadastre situés au même endroit;

2. Pour être vendus en la paroisse de Notre-Dame de l'Assomption des Éboulements, comté de Charlevoix, le VINGT-HUITIÈME jour du

Superior Court — District of Abitibi
No. V-977 { **MOISE GRONDIN**, of Val d'Or;
versus **HAYES CADILLAC**
MINES LIMITED, without any known place of business in the Province, to wit:

As belonging to the defendant the mining rights on claims Nos A-99231, A-99232, A-99233, A-99234, A-99502, A-99503, A-99504, A-99505, A-99506, A-99507, A-99215, A-99216, A-99211 and A-99212, all in the township of Louvicourt the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold "en bloc" at the Registry Office of Abitibi, at Amos, on TUESDAY the SEVENTEENTH of JUNE 1947, at TEN o'clock in the forenoon. (Daylight Saving Time).

FERDINAND GERVAIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, May 7, 1947. 19036-20-2-o
[First insertion, May 17, 1947]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Magistrate's Court

No. 4470 { **WALTER GALL**, domiciled at
Hamilton, Province of Ontario, plaintiff; vs **JOS RYZTLO**, miner, heretofore of Malartic, district of Abitibi, and now of parts unknown.

The undivided half of lot number 512, block 3, township of Fournière, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Malartic, on the NINETEENTH day of JUNE, 1947, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

FERDINAND GERVAIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, May 13, 1947. 19049-20-2
[First insertion, May 17, 1947]

SAGUENAY

In the Superior Court

Canada, { **JOSEPH TRUDEL**, of
Province of Quebec, { **St-Irénée**, contractor
District of Saguenay, { plaintiff-petitioner; vs the
No. 6927 { **HEIRS OF THE LATE**
ULYSSE GAUTHIER, in his lifetime domiciled at St-Irénée, farmer, respondents.

1. To be sold in the parish of St-Irénée, county of Charlevoix, on the TWENTY-SEVENTH day of the month of MAY, in the year one thousand nine hundred and forty-seven (May 27, 1947), at the parochial church door, at TEN o'clock in the forenoon;

a) A farm being and comprising the lots designated under Nos. 104, 106, 107, 108, 109 and 110 on the official cadastre for the parish of St-Irénée, county of Charlevoix, situate in the said parish, in the St-Thomas concession with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

b) A farm being and comprising lots Nos. 114 and 115 of the same cadastre, situate at the same place;

c) An emplacement being and comprising lot No. 105 of the same cadastre and situate at the same place — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

d) Lots Nos. 111 and 118 of the same cadastre, situate at the same place;

2. To be sold in the parish of Notre-Dame de l'Assomption des Éboulements, county of Charlevoix, on the TWENTY-EIGHTH day of the

mois de MAI, en l'année mil neuf cent quarante-sept (le 28 mai, 1947) à la porte de l'église paroissiale, à DIX heures de l'avant-midi:

a) une terre étant et composant les lots 13 et 14 du cadastre officiel de la paroisse des Éboulements, comté de Charlevoix, situés en ladite paroisse, en le rang St-Thomas; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

b) les lots 808 et 809 du même cadastre situés en le quatrième rang de la dite paroisse, à distraire des dits lots les parties réservées par Joseph Fortin en son contrat de vente daté le 26 novembre 1923 et enregistré au bureau de la 2ème division d'enregistrement de Charlevoix, à Baie St-Paul, sous le numéro 21,144;

c) les droits qu'Ulysse Gauthier ou ses héritiers peuvent avoir sur les lots 806, 807, 812, 813 et 814 du même cadastre, situés au même endroit, à distraire cependant des dits lots 813 et 814 en faveur d'Antonio Audet, un droit de coupe de bois délimité par l'acte de vente consenti à ce dernier par le dit Ulysse Gauthier, et les parties des dits lots 812, 813 et 814 vendues à Edmond de Sales Laterrière le 14 octobre, 1938, par acte enregistré du même bureau d'enregistrement sous le numéro 26107, telles qu'y décrites;

d) la moitié ouest d'un arpent et demi de terre de front situé en la paroisse des Éboulements sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir du trait carré séparant le rang St-Nicolas du quatrième rang de la dite paroisse des Éboulements à aller en joignant vers le sud le milieu d'un petit lac: borné au nord par le trait carré du rang St-Nicolas, au sud par le milieu du lac sus-mentionné, elououest par l'autre partie de la dite terre appartenant à Pitre Gauthier et à l'est par le terrain appartenant à Ulysse Gauthier, la dite terre étant et composant le lot numéro (815) huit cent quinze du cadastre officiel de la paroisse des Éboulements; et aussi les droits qu'Ulysse Gauthier ou ses héritiers possèdent par indivis avec Pitre Gauthier ou représentants, sur les bâtisses ou campements mentionnés en l'acte d'acquisition du dit immeuble le 13 décembre 1919 et enregistré au même bureau d'enregistrement sous le numéro 19,570, à distraire cependant du dit immeuble la partie vendue à Edmond de Sales Laterrière le 14 octobre 1938 par acte sous seing privé enregistré dans le même bureau d'enregistrement sous le numéro 26,107, et telle que décrite au dit acte;

Donné au bureau du shérif au palais de justice à La Malbaie, le 19 avril, 1947.

Le Député-shérif,
J. B. CARRÉ.

18760-17-2-o

[Première insertion, 26 avril 1947]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada,
Province de Québec, { DAME EUGÉ-
District des Trois-Rivières, { NIE LAMON-
N° 9157. { TAGNE, de Trois-
Trois-Rivières, veuve de feu Ovide Lachance, en
son vivant du même lieu, demanderesse, vs AU-
GUSTE JOLY, autrefois des cité et district des
Trois-Rivières, et maintenant de lieux inconnus,
défendeur,

Un terrain situé rue Laurier, en la cité des
Trois-Rivières, désigné comme étant le lot numé-
ro vingt neuf (29) de la subdivision officielle du

month of MAY, in the year one thousand nine hundred and forty-seven (May 28, 1947), at the parochial church door, at TEN o'clock in the forenoon:

a) A farm being and comprising lots 13 and 14 of the official cadastre for the parish of Les Éboulements, county of Charlevoix, situate in the said parish, in the St-Thomas range — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

b) Lots 808 and 809 of the same cadastre situate in the fourth range of the said parish, to be deducted from said lots the parts reserved by Joseph Fortin in his deed of sale dated November 26, 1923, and registered at the office of the 2nd Registration Division of Charlevoix, at Baie St-Paul, under No. 21,144;

c) The rights which Ulysse Gauthier or his heirs may have on lots 806, 807, 812, 813 and 814 of the same cadastre, situate at the same place, to be deducted, however, from said lots 813 and 814, in favour of Antonio Audet, a right to cut timber as described in the deed of sale consented to the latter by the said Ulysse Gauthier, and the parts of said lots 812, 813 and 814 sold to Edmond de Sales Laterrière on October 14, 1938, by deed registered in the same Registry Office under number 26107, and as described therein;

d) The west half of one arpent and one half of land in front situate in the parish of Les Éboulements by whatever depth there may be starting from the "trait carré" separating the St-Nicolas range from the fourth range of the said parish of les Éboulements and extending southward as far as and joining the middle of a small lake: bounded on the north by the "trait carré" of the St-Nicolas range, on the south the middle of the lake above mentioned, on the west by the other part of the said land belonging to Pitre Gauthier and on the east by the land belonging to Ulysse Gauthier, the said land being and comprising lot number eight hundred and fifteen (815) of the official cadastre for the parish of Les Éboulements; and also the undivided rights which Ulysse Gauthier or his heirs possess with Pitre Gauthier or representatives, on the buildings or encampments mentioned in the deed of acquisition of the said immovable on the 13th of December 1919 and registered at the same Registry Office under No. 19,570, to be deducted, however, from the said immovable, the part sold to Edmond de Sales Laterrière on October 14, 1938, by deed under private seal registered in the same Registry office under number 26,107, and as described in the said deed;

Given in the Sheriff's Office in the Court House of La Malbaie, April 19, 1947.

J. B. CARRÉ,
Deputy-Sheriff.

18760-17-2

(First insertion, April 26, 1947)

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada,
Province of Quebec, { DAME EUGÉNIE
District of Trois-Rivières, { LAMONTA-
No. 9157 { GNE, of Trois-Riviè-
Trois-Rivières, widow of the late Ovide Lachance, in
his lifetime of the same place, plaintiff; vs AU-
GUSTE JOLY, heretofore of the city and district of Trois-Rivières, and now of parts unknown,
defendant.

A lot of land situate on Laurier Street, in the city of Trois-Rivières, designated as being lot number twenty-nine (29) of the official subdivi-

lot numéro vingt six (26) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, avec la maison dessus construite, circonstance et dépendances.

Pour être vendu, à mon bureau, dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, MARDI, le DIX-SEPTIÈME jour de JUIN, 1947, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du shérif, L. P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 13 mai 1947. 19051-20-2-0
[Première insertion 17 mai 1947]

sion of lot number twenty-six (26) of the official cadastre for the city of Trois-Rivières with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office in the Court House, in the City of Trois-Rivières, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of JUNE, 1947, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff,
Trois-Rivières, May 13, 1947. 19051-20-2
[First insertion, May 17, 1947]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 20

Index of the Quebec Official Gazette, No. 20

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

AVIS DIVERS:

Bills sanctionnés.....	1387
Discours du Trône (Prorogation).....	1384
Hôtel Saurel Limitée (Directeurs).....	1385
Laberge, Émile (Président d'élection)...	1384
La Caisse Populaire de Sts-Anges, Beauce (Fondation).....	1385
L'Association Sportive de Price (Fon- dation).....	1385
LeBouc, Alphonse (Président d'élection)	1384
L'Union Professionnelle des Ouvrières en Confections de Québec (Forma- tion).....	1386
Navigation Saguenay Chicoutimi Mont- réal (Fondation).....	1386
Study Accessories Limited (Directeurs).	1385
Syndicat Catholique des Employés de Wilkins de Farnham (Formation)...	1386
Syndicat de Travail de St-Edmond (Fondation).....	1386
Syndicat National de la Lunetterie de Nicolet (Nom changé).....	1386

CHARTES — ABANDON DE:

California Sportswear Inc.	1390
Lavigueur & Valiquette Limitée.....	1390

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:

The E-V Stores Ltd.	1390
--------------------------	------

DEPARTEMENT — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Cercle agricole de la paroisse de St- Clément-de-Tourville.	1390
Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Rimouski.....	1391

AGRICULTURE:

Industrie Laitière:

Ordonnance N° 1-47 — Montréal.	1394
Ordonnance N° 2-47 — Québec.	1396
Ordonnance N° 3-47 — Trois-Rivières..	1392
Ordonnance N° 4-47 — Sherbrooke....	1393
Ordonnance N° 6-47 — Shawinigan ...	1391

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Ayers Cliff, munic. scolaire protestante de	1397
--	------

1367 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Bills sanctioned.	1387
Speech from the Throne (Prorogation).	1384
Hôtel Saurel Limitée (Directors).....	1385
Laberge, Émile (Returning-Officer)...	1384
La Caisse Populaire de Sts-Anges, Beauce (Foundation).....	1385
L'Association Sportive de Price (Foun- dation).....	1385
LeBouc, Alphonse (Returning-Officer)...	1384
L'Union Professionnelle des Ouvrières en Confections de Québec (Forma- tion).....	1386
Navigation Saguenay Chicoutimi Mont- réal (Foundation).....	1386
Sturdy Accessories Limited (Directors).	1385
Syndicat Catholique des Employés de Wilkins de Farnham (Formation)...	1386
Syndicat de Travail de St-Edmond (Foundation).....	1386
Syndicat National de la Lunetterie de Nicolet (Name changed).....	1386

CHARTERS — SURRENDER OF:

California Sportswear Inc.	1390
Lavigueur & Valiquette Limitée.....	1390

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

The E-V Stores Ltd.	1390
--------------------------	------

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Cercle agricole de la paroisse de St- Clément-de-Tourville.	1390
Dissolution of farmers' clubs in the county of Rimouski.....	1391

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order No. 1-47 — Montreal.	1394
Order No. 2-47 — Quebec.	1396
Order No. 3-47 — Trois-Rivières.	1392
Order No. 4-47 — Sherbrooke....	1393
Order No. 6-47 — Shawinigan.	1391

EDUCATION:

Ayers Cliff, Protestant school munic. of.	1397
---	------

Rosemère, munic. scolaire catholique de (Erratum)	1398	Rosemère, Catholic school munic. of (Erratum)	1398
Rosemère, munic. scolaire catholique de	1399	Rosemère, Catholic school munic. of	1399
Shannon, munic. scolaire de	1398	Shannon, school munic. of	1398
St-Rodrigue, munic. scolaire de	1398	St-Rodrigue, school munic. of	1398
TERRES ET FORETS:		LANDS AND FORESTS:	
Ste-Foy, paroisse de	1400	Ste-Foy, parish of	1400
TRÉSOR:		TREASURY:	
Avis aux personnes qui exploitent des hippodromes ou tiennent des réunions de courses	1401	Notice to persons operating rare tracks or holding race meetings	1401
EXAMEN DES AGRONOMES:		AGRONOMISTS EXAMINATION:	
Candidats à l'étude de l'agronomie	1401	Candidates to the study of agronomist	1401
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Abattoir Régional du Richelieu, Ltée	1368	Abattoir Régional du Richelieu, Ltée	1368
Aqueduc Notre Dame Ltée	1369	Aqueduc Notre Dame Ltée	1369
Chaussures Lagano Ltée — (Lagano Shoe Ltd.)	1369	Chaussures Lagano Ltée — (Lagano Shoe Ltd.)	1369
Coast to Coast Inc.	1369	Coast to Coast Inc.	1369
Couches Easy-On Diapers, Inc.	1370	Couches Easy-On Diapers, Inc.	1370
Desjardins Express Inc.	1370	Desjardins Express Inc.	1371
Ernest Côté Ltée	1371	Ernest Côté Ltée	1371
Ferronnerie King Ouest West Hardware Inc.	1371	Ferronnerie King Ouest West Hardware Inc.	1371
Gilbert & Frères Ltée	1371	Gilbert & Frères Ltée	1371
J. A. Gosselin, Limitée	1372	J. A. Gosselin, Limitée	1372
La Compagnie Photo-Air Laurentides	1372	La Compagnie Photo-Air Laurentides	1372
La Ligue de Baseball Montréal Royal Junior — Montreal Royal Junior Baseball League	1373	La Ligue de Baseball Montréal Royal Junior — Montreal Royal Junior Baseball League	1373
Langson Holdings Corporation	1373	Langson Holdings Corporation	1373
L'Atelier du Bon Cuir Ltée	1373	L'Atelier du Bon Cuir Ltée	1373
Le Centre de Loisirs Limoilou, Limitée	1374	Le Centre de Loisirs Limoilou, Limitée	1374
Le Domaine des Laes Limitée	1374	Le Domaine des Laes Limitée	1374
Les Anciens du Plateau	1374	Les Anciens du Plateau	1374
Les Importations Léo Limitée — Leo's Importing Limited.	1375	Les Importations Léo Limitée — Leo's Importing Limited.	1375
Le Terrassement Inc.	1375	Le Terrassement Inc.	1375
L'Institut Culturel — The Cultural Institute	1376	L'Institut Culturel — The Cultural Institute	1376
Maison Sophie Limited.	1376	Maison Sophie Limited.	1376
Marquette Construction Ltd.	1377	Marquette Construction Ltd.	1377
Mines Building Company Limited	1377	Mines Building Company Limited	1377
Nap. Thomas, Ltée	1378	Nap. Thomas, Ltée	1378
Northern Amusement & Supply Co. Ltd.	1378	Northern Amusement & Supply Co. Ltd.	1378
Paramount Silks and Woollens Inc.	1379	Paramount Silks and Woollens Inc.	1379
Paul Girard & Compagnie Ltée	1379	Paul Girard & Compagnie Ltée	1379
Plomberie St-Maurice Limitée — St-Maurice Plumbing Limited.	1379	Plomberie St-Maurice Limitée — St-Maurice Plumbing Limited.	1379
Produits Diana Inc. — (Diana Products Inc.)	1380	Produits Diana Inc. — (Diana Products Inc.)	1380
Roch Construction Ltd.	1380	Roch Construction Ltd.	1380
Roméo Kourie Incorporée	1381	Roméo Kourie Incorporée	1381
Skyline Clothes Inc.	1381	Skyline Clothes Inc.	1381
St. Adele Ski Tow Limited.	1381	St. Adele Ski Tow Limited.	1381
Steinberg Bros. Inc.	1382	Steinberg Bros. Inc.	1382
The Montreal Bible Camp and Conference Grounds Incorporated.	1382	The Montreal Bible Camp and Conference Grounds Incorporated.	1382
Victoria Fur Inc.	1383	Victoria Fur Inc.	1383
Village Barn Limited.	1383	Village Barn Limited.	1383
LIQUIDATION, AVIS DE:		WINDING UP NOTICE:	
La Caisse Populaire Desjardins du Séminaire de Mont-Laurier.	1402	La Caisse Populaire Desjardins du Séminaire de Mont-Laurier.	1402
PROCLAMATION:		PROCLAMATION:	
Concernant l'érection de la paroisse de St-Isidore-du-Lac-des-Aigles.	1402	Concerning the erection of the parish of St-Isidore-du-Lac-des-Aigles.	1402

SIÈGES SOCIAUX:

Langson Holdings Corporation	1404
O'Leary & Company Limited	1404
Plomberie St-Maurice Limitée — St-Maurice Plumbing Limited	1404

SOUMISSIONS:

Mont-Royal, ville de	1404
--------------------------------	------

VENTES PAR LICITATION:

Lefebvre <i>et vir</i> vs Lefebvre <i>et al.</i>	1408
Renaud <i>et al</i> vs Skelly, Sr. <i>et al.</i>	1406

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Gall vs Ryztlo	1410
Grondin vs Hayes Cadillac Mines Limited	1410
La Cour d'Échiquier du Canada vs Oresko	1409

SAGUENAY:

Trudel vs Héritiers Ulysse Gauthier. . .	1410
--	------

TROIS-RIVIÈRES:

Lamontagne vs Joly.	1411
-----------------------------	------

19052-o

HEAD OFFICES:

Langson Holdings Corporation	1404
O'Leary & Company Limited	1404
Plomberie St-Maurice Limitée — St-Maurice Plumbing Limited	1404

TENDERS:

Mount Royal, town of.	1404
-------------------------------	------

SALES BY LICITATION:

Lefebvre <i>et vir</i> vs Lefebvre <i>et al.</i>	1408
Renaud <i>et al</i> vs Skelly, Sr. <i>et al.</i>	1406

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Gall vs Ryztlo	1410
Grondin vs Hayes Cadillac Mines Limited	1410
The Exchequer Court of Canada vs Oresko	1409

SAGUENAY:

Trudel vs Heirs of Ulysse Gauthier. . .	1410
---	------

TROIS-RIVIÈRES:

Lamontagne vs Joly.	1411
-----------------------------	------

19052-o